

# INDUQUE

hebdomadaire d'action communiste

# GRÈVE GÉNÉRALE!

6 Décembre  
Tout s'ARRÊTE!!



G.M.



# Le 6: tous en greve! Tous dans la rue!

## DES PAROLES AUX ACTES

\* Séguy dans son discours de rentrée au palais des sports menaçait le régime d'un nouveau mai 68 débouchant sur un nouveau juin 68 où cette fois, la gauche l'emporterait. Lip symbolisait l'espérance et la combativité de tous les travailleurs. Puis il y a eu la SNCF. Puis la Fonction publique. Puis, la journée de la métallurgie. Puis les petits commerçants et enfin la grève générale du 6. Le mot a été lâché « grève générale » ! cette consigne que le même Séguy n'a pas jugé utile de lancer en Mai 68 !

## UNIFIER LES LUTTES

\* Depuis 5 ans, les conditions ont mûri pour un « nouveau Mai 68 ». Mais il ne naîtra pas de l'addition des luttes partielles et des revendications catégorielles.

Il ne surgira que par une convergence des luttes de classe dans un vaste mouvement anti-capitaliste. Pour cela, il faut avancer des revendications radicales exprimant la volonté de changement. Comment se contenter 5 ans après Mai 68 de la revendication des 1100 F minimum alors que les prix ont augmenté de près de 50 % ? Les syndicats CGT et CFDT de Renault Billancourt réclament 1500 F minimum. Alors pourquoi pas 1500 F minimum pour tous ? On ne peut prétendre lutter contre la hausse des prix incessante sans réclamer une échelle mobile des salaires basée sur l'indice des organisations syndicales contrôlé par les travailleurs. Autrement, les revendications de « garantie du maintien et de la progression du pouvoir d'achat » selon la formulation de la CFDT; « remplacement de l'indice officiel des prix par un système de mesures qui reflètent mieux l'évolution réelle des prix » risquent de déboucher sur une discussion d'une « nouvelle » politique contractuelle visant selon les vœux de Ceyrac, à ce « que les français acceptent que pendant une période limitée qui pourrait être de 6 à 8 mois, leurs revenus n'augmentent pas plus que le coût de la vie... »

On ne peut pas non plus construire un « mouvement populaire d'ampleur inégale » si on n'unifie pas les luttes de la classe ouvrière. La direction de la CGT porte la première responsabilité de la division à Lip. Il était possible, il était nécessaire d'unir dans le 6 l'action contre la vie chère et la lutte contre les licenciements à Lip, Larousse, Pasteur, ORTF, RATP... car, comme le dit la plateforme unitaire « les patrons vont essayer de freiner les salaires en jouant sur la crainte du chômage ». Mais constater cette évidence ce n'est pas avancer une revendication susceptible d'unir concrètement tous les travailleurs contre le chômage. La revendication qui permet cette unité c'est le partage du travail entre toutes les mains ouvrières, c'est-à-dire la réduction du temps de travail sans diminution de salaires. Les 40 heures ne seront effectives pour tous qu'en 1978, 42 ans après 1936 ! Comme les métallos italiens et anglais, il est possible de lutter dès aujourd'hui pour la semaine de 35 heures.

## GREVE ACTIVE ! ACTION DIRECTE !

\* Un tel mouvement de classe construit autour de revendications unifiantes ne se contenterait pas de réclamer au gouvernement et au parlement un « blocage des tarifs publics, des loyers et des charges ». Il riposterait à la hausse par l'action directe par exemple en organisant des services gratuits (transports, hôpitaux...), un jour par semaine. Les travailleurs de l'hôpital de Créteil qui ont organisé pendant 26 jours les soins gratuits avec le soutien des syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, ont montré la voie. Ou par exemple en refusant les hausses des loyers, en constituant des comités de défense des locataires comme à la ZUP de Brest, où les travailleurs se sont finalement aperçus que la société d'entretien et de chauffage de l'Ouest majorait de 20 % les prix du gaz de France !

Mais faire cela c'est entrer dans l'illégalité, c'est être prêt à riposter à l'intervention de la justice et de la police, c'est lutter contre la menace de saisie, comme l'ont fait les locataires de Brest, c'est dire comme les Lips : « la légalité, on s'en fout ! ». Mais ce n'est pas le langage des directions syndicales et des partis de gauche.

## UNITE ELECTORALE. L'UNITE POPULAIRE ?

\* Eux préparent les prochaines élections et voudraient bien avoir les voix de tous les mécontents en particulier des petits commerçants. Pour cela ils sont prêts à toutes les concessions : s'abstenir sur la loi Royer, soutenir sans condition leur mouvement, enfin leur faire des promesses démagogiques. Il ne s'agit pas de rendre les commerçants coupables de la « valse des étiquettes » ni de les présenter unanimement comme des victimes. Les travailleurs soutiennent les luttes des petits commerçants exploités et pas celle des petits exploités. Pour cela le discriminant est facile. Que les commerçants affichent le calcul des prix : la part des grossistes, la part des intermédiaires, la part de l'Etat... Ou'ils révèlent leur salaire horaire et leur durée de travail... Chacun reconnaîtra les siens ! Alors les travailleurs et les petits commerçants alliés aux salariés du commerce, aux employés de banque pourront ouvrir le procès de la production, de la gestion, du commerce de la société capitaliste. A travers l'ouverture des livres de comptes, la levée du secret commercial et bancaire, la publicité des revenus de tous se dressera le front de classe des travailleurs, des paysans pauvres et des petits commerçants exploités. Voilà la voie vers une unité populaire sur une base de classe!

## UN NOUVEAU MAI 68 A L'HEURE LIP !

\* Certes, le 6 marquera la volonté de combat grandissante de la classe ouvrière. Mais cette journée risque fort de n'être que la clôture du trimestre avant la « treve des confiseurs ». C'est aux révolutionnaires, aux militants syndicaux combatifs de faire en sorte qu'elle soit le coup d'envoi d'un mouvement prolongé. Seul un tel mouvement pourra en effet mettre à la porte le gouvernement. Pour le chasser, il faudra s'en donner les moyens. Un nouveau mai 68, mieux qu'en 68 ! Un mai 68 où les travailleurs remettront en route les usines pour leur propre profit. Un mai 68 à l'heure Lip !

R.Y.

## LA PREPARATION DU 6.

- « Rouge » a envoyé une lettre aux organisations syndicales et politiques (PCF, PS, PSU) pour discuter de la co-organisation de la manifestation du 6 décembre.

- Une lettre plus spécifique a été adressée au PSU sur son attitude à l'égard de l'extrême-gauche, notamment lors de la manifestation du 6. Nous avons reçu une réponse de la Fédération de Paris du PSU avec laquelle une réunion est prévue.



EN VENTE A LA LIBRAIRIE  
ROUGE

9 Frs 80

vient de paraître :

Alain Krivine  
**QUESTIONS**  
sur la révolution



Stock

20 % de réduction  
vente à rouge 18. f

rajouter 10% pour frais d'envoi



# CONTRE LA HAUSSE DES PRIX!

La bourgeoisie prépare un « plan de lutte contre l'inflation ». Et, comme Messmer l'a déjà annoncé : « l'évolution des prix pourrait déclencher de nouvelles et strictes décisions ». Giscard d'ajouter, en présentant le budget 74 à l'Assemblée que les prochains mois « seront marqués par la dernière chance de fixation des rémunérations par la voie contractuelle ». En clair, on précise qu'il faudra accepter ces contrats... ou le blocage des salaires. Le but, disent les patrons, est de réduire de 3 points la croissance nominale actuelle des salaires. Le semblant de blocage des prix alimentaires n'a pas résisté à la grève des commerçants et au besoin pressant du pouvoir de ne pas s'aliéner leur soutien.

● Déjà, on sait que les effets de la crise de l'énergie vont marquer l'indice des prix pour novembre et décembre. Pour 1974, on sait déjà que les répercussions de la hausse des produits pétroliers seront de 1,4% qui viendront s'ajouter à la dérive actuelle des prix ! La crise coûtera à l'économie française 800 milliards d'AF soit l'excédent de la balance commerciale. Les prix des matières premières continuent de monter et déjà, par exemple, devant la hausse des pâtes à papier importées de 16 à 22 %, les services de Giscard ont autorisé pour janvier une hausse des prix du papier. Les hausses des transports publics (métro et SNCF) sont déjà annoncées.

Il est vrai que les substantiels profits retirés de l'inflation ont suivi l'exemple même de l'Etat : les revenus qu'il tire du carburant sont dix fois supérieurs à ceux que récupère l'Etat producteur ! L'incidence de la hausse à la production amenait une augmentation de 4 centimes, au passage la hausse appliquée a été de 10 centimes, et l'existence de trois mois de stocks permettait de différer d'autant le réajustement des prix en France, alors que l'application a été immédiate. L'Etat perçoit sous forme de taxes les 2/3 du prix d'un litre de super. Cela rapporte 1400 milliards d'AF, soit les 2/3 en montant de l'impôt sur les sociétés !

Mais aujourd'hui cette inflation va trop vite, elle menace la compétitivité du capitalisme français dans le marché européen notamment. La mesure principale va être de peser sur les salaires au maximum : bloquer les salaires ? Impossible. Un blocage déguisé peut être envisagé, accompagné de quelques mini-mesures destinées à donner le change :

- quelques baisses limitées de taux de la TVA (basées sur l'excédent de recettes liées à l'inflation, comme en janvier 73)
- le contrôle des revenus autres que salariaux pour donner l'illusion qu'on « frappe les grosses fortunes ».

Mais même un blocage déguisé des salaires se heurtera aux luttes de la classe

ouvrière (la bourgeoisie anglaise en fait l'expérience avec la grève des mineurs)

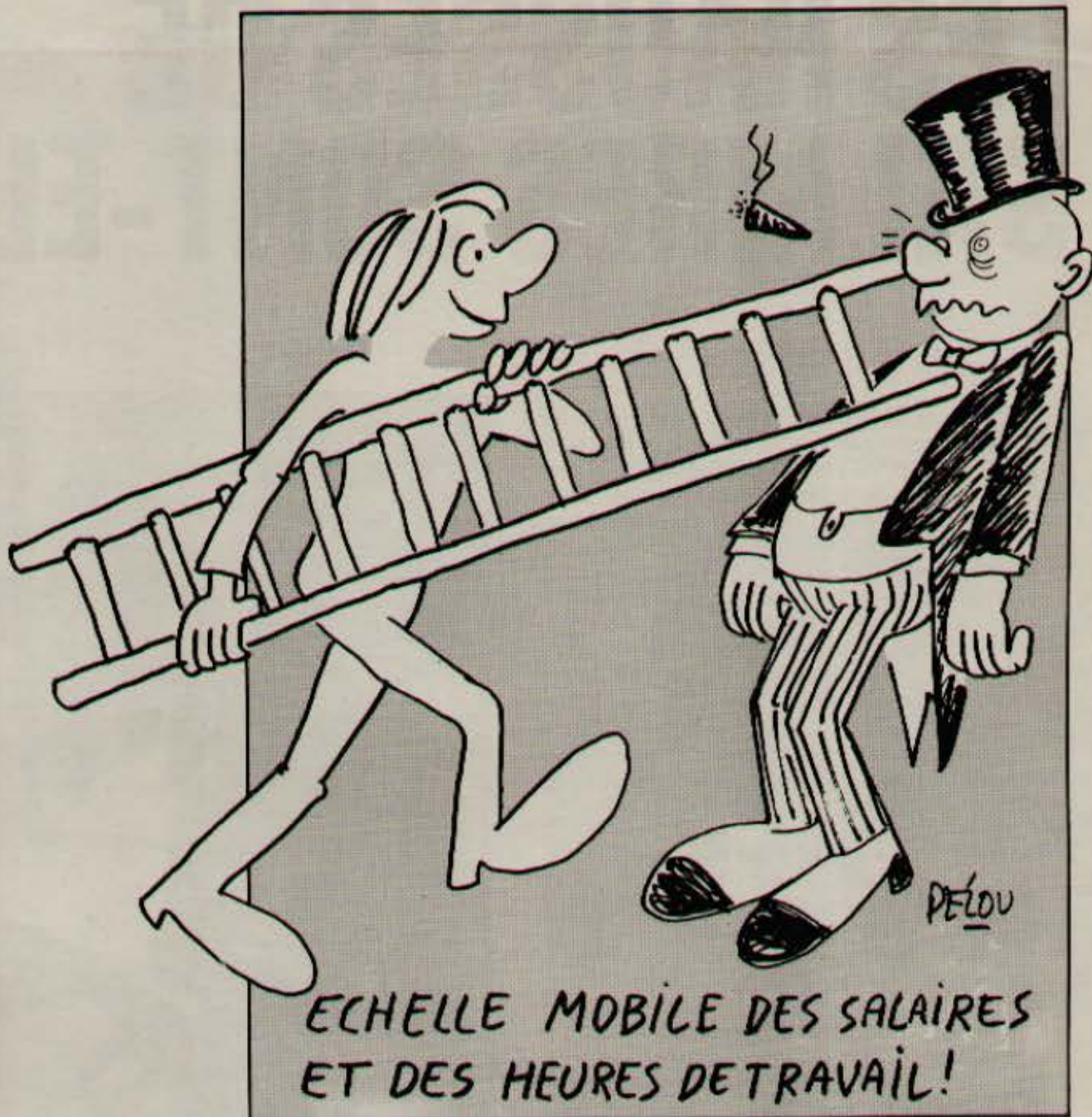
## INDICE INSEE, INDICE TRUQUE !

Les travailleurs de l'INSEE ont lancé ce mot d'ordre lors de la manifestation Fonction publique. Ils savent de quoi ils parlent. L'indice est truqué à tous les niveaux : il ne mesure pas le pouvoir d'achat mais l'évolution des prix, il est censé refléter une moyenne de consommation pour le « salarié moyen ». Mais ce salarié n'existe pas ! Il y a des millions de travailleurs pour lesquels la hausse des produits alimentaires par exemple a un effet beaucoup plus lourd dans la dégradation des conditions de vie, pour lesquels le pourcentage du prix du loyer est sans commune mesure avec les 4,7 % retenus par l'indice. Dans la pondération mensuelle de l'indice, on retient par exemple que la dépense loyer n'est que légèrement supérieure à celle du poste « consommation au café » !

Il suffit d'éliminer un produit qui augmente pour le remplacer par un nouveau produit équivalent pour considérer une modification et le maintien de l'ancien prix.

Ce n'est pas avec un tel indice (qui fonde pourtant les hausses de salaire de 4 millions de travailleurs du secteur public et nationalisé) que les travailleurs peuvent défendre leur pouvoir d'achat.

L'indice de la CGT retient d'autres critères (part de l'alimentation de 36 % au lieu de 31 %, du loyer de 16,8 % contre 4,7 %, des transports de 9,7 % contre 7,8 %). Mais cet indice mesure aussi les besoins d'un salarié moyen (ouvrier qualifié marié avec deux enfants, locataire). Il ne tient pas compte non plus des besoins réels des plus petits salaires (ceux des OS par exemple). Son mérite essentiel est de mieux mesurer le trucage de l'indice gouvernemental. En fait, il n'y a pas d'indice parfait. Seuls les travailleurs eux-mêmes peuvent mesurer leurs besoins réels, contrôler eux-mêmes la hausse des prix



comme les JAP chiliens, en créant des comités de contrôle des prix effectuant des relevés constants et qui permettent de chiffrer la hausse réelle, au niveau de la consommation.

## POUR L'ECHELLE MOBILE, LE CONTROLE DES PRIX

Les travailleurs du commerce, des entreprises alimentaires et de toutes les entreprises produisant des biens de consommation peuvent, dans les luttes, démonter le mécanisme des prix pratiqués : spéculation sur les stocks, démarçage des prix de détail, hausses déguisées, suppression de la vente des produits moins chers, et populariser les résultats de leur contrôle auprès de tous les consommateurs.

Les informations recoupées des travailleurs de ces entreprises et des consommateurs permettraient de chiffrer les hausses décidées par les capitalistes pour accroître leurs profits. Un exemple : la part des charges locatives augmente régulièrement, sans le moindre contrôle.

Ainsi, à travers une mobilisation massive des travailleurs exerçant le contrôle des prix, peut être défendue et arrachée la revendication d'échelle mobile des salaires : dès la hausse constatée s'applique un ajustement immédiat des salaires.

C'est le seul moyen de maintenir le pouvoir d'achat. Il reste le problème des basses catégories professionnelles, qui ont les salaires les plus faibles, subissent les premières les effets de la hausse des prix

et le plus durement. C'est pourquoi la revendication d'augmentation uniforme immédiate des salaires garde toute sa valeur.

Depuis une ordonnance de 1959, l'indexation des salaires à l'indice gouvernemental est interdite. Et ce n'est même pas l'échelle mobile. Pas plus que ne s'en approchaient les clauses de sauvegarde des contrats ou les accords d'entreprise de la période 70-72. Les directions confédérales CGT et CFDT avaient pourtant salué l'avènement de ces clauses comme « un pas important vers l'échelle mobile » pour la CGT et comme « une garantie meilleure que l'échelle mobile » pour la CFDT.

Aujourd'hui, la défense du pouvoir d'achat des salaires, dans la période d'inflation rapide, passe par la lutte pour l'échelle mobile des salaires, à partir de l'indice des travailleurs contrôlé à tous les moments par eux-mêmes. Cette revendication suppose une mobilisation massive de toute la classe ouvrière. En mai 68, elle fut abandonnée à la porte de Grenelle. Aujourd'hui, la direction CGT l'avance de nouveau en l'assortissant de la demande de discussion « paritaire » sur l'indice à prendre en compte. Toutes les manœuvres patronales depuis 68 pour tenter de dévoyer l'échelle mobile ont échoué. Aujourd'hui, c'est la revendication centrale de défense du pouvoir d'achat des travailleurs. Contrairement à ce que réclame Ségué, un Grenelle à froid sur les salaires ne permettra pas de l'obtenir. Une fois de plus, seule la lutte...

Y. JAMARD





# LES HAUSSES DE SALAIRES SONT-ELLES

# RESPONSABLES DES HAUSSES DE PRIX?

Si les prix augmentent, nous expliquent les économistes bourgeois, c'est parce que les coûts salariaux supportés par les capitalistes augmentent. Si les coûts salariaux augmentent, nous dit-on, c'est parce que les taux des salaires nominaux augmentent plus vite que la productivité.

Conclusion, pour les économistes bourgeois, l'inflation et sa continuité sont « la manifestation d'une puissance excessive des travailleurs ». Les luttes des travailleurs organisés expliquent que la hausse des prix soit interrompue, y compris durant les périodes de récession. On ajoute enfin que les syndicats ouvriers ne pourraient forcer les prix à s'élever si la politique monétaire n'était pas large, c'est à dire ne fournissait pas de liquidités supplémentaires pour financer les hausses de coût et de prix, afin d'éviter un chômage trop massif. Mais, les vrais responsables de l'inflation ce sont les travailleurs, la politique monétaire ne fait que s'ajuster aux changements de salaires.

Puisque la hausse continue des prix est due à la poussée des coûts salariaux, elle-même due à l'action organisée des travailleurs, nos économistes bourgeois vont proposer la mise en œuvre d'une politique anti-inflationniste s'en prenant aux travailleurs. Rien d'étonnant à ce qu'il y ait donc là la doctrine officielle de tous les gouvernements bourgeois. Pour parvenir à une hausse des salaires nominaux égale ou inférieure à la hausse de la productivité, on va proposer et mettre en œuvre :

— Des mesures directement répressives : limitation du droit de grève (loi sur les relations industrielles en Grande-Bretagne, préavis de grève en France, etc.), restrictions des droits syndicaux, etc. ;

— Des mesures visant à intégrer la classe ouvrière : on propose alors la mise en œuvre d'une politique restrictive des salaires, en essayant d'obtenir au nom de « l'intérêt national » l'accord des syndicats. En France, la tentative de mettre en œuvre des « contrats de progrès » est le dernier avatar de cette politique ;

— Des mesures visant périodiquement à accroître le chômage pour faire pression sur les salaires, mesures officiellement recommandées par les experts de l'OCDE.

Un élément essentiel, comme par hasard oublié, ruine toute cette argumentation.

Admettons que l'action des travailleurs organisés leur permette, à un moment donné, d'obtenir une hausse des salaires nominaux supérieure à celle de la productivité. Si, dans ces conditions, les prix augmentent, c'est parce que les capitalistes auront réagi pour maintenir ou accroître leur part de profits dans le produit global : et c'est précisément par l'intermédiaire de la hausse des prix qu'ils auront pu le faire.

Prenons un exemple très simple. Soit une production de 1000 se partageant en 800 de salaires et 200 de profits.

Supposons une augmentation de 10 % de la production qui passe donc à 1100, et supposons que les 100 de produit supplémentaire aillent aux salariés qui voient donc leurs salaires augmenter de 12,5 % (de 800 à 900), les profits restent stables (200), ainsi que les prix.

Si, dans ces circonstances, les prix augmentent, c'est parce que les capitalistes auront réagi pour augmenter leurs profits et maintenir (ou augmenter) leur part dans la production.

Autrement dit, le taux de croissance des salaires nominaux pourrait être supérieur à celui de la productivité, sans hausse des prix, si les profits n'augmentaient pas.

Certes, nous dira-t-on, dans le système capitaliste, la part des profits ne saurait diminuer sans compromettre gravement le processus d'accumulation du capital et donc le développement de la production. C'est vrai. Mais cela montre tout simplement que si les capitalistes, face à des hausses de salaires, augmentent les prix, pour maintenir ou le plus souvent accroître leurs profits, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants » : c'est une loi inéluctable du



système capitaliste. Si les salaires nominaux augmentent, les capitalistes se doivent d'en reprendre tout ou partie, notamment par la hausse des prix.

De ce point de vue, nous dénonçons les illusions propagées par le PCF : celui-ci, en effet, prévoit, dans le cadre de l'application du programme commun, des augmentations de salaires relativement importantes, au détriment des profits. Mais ces mesures entrent directement en contradiction avec la logique même de fonctionnement du système capitaliste, que le programme commun maintient par ailleurs.

On donne donc l'illusion que, dans le système capitaliste, de fortes hausses de salaires sont possibles sans que la bourgeoisie résiste, et notamment augmente ses prix ! Non ! La seule garantie que les conquêtes des travailleurs, et notamment les augmentations de salaires, soient préservées, c'est la disparition du système capitaliste lui-même, la destruction de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par les travailleurs.

Notons enfin qu'un certain nombre d'études statistiques nous montrent très clairement que, dans la réalité, les capitalistes ont augmenté leurs prix de façon telle que non seulement la part des profits dans le revenu national n'a pas diminué depuis 20 ans, mais qu'elle a augmenté. Le phénomène est particulièrement net en France, et pas seulement depuis les très fortes augmentations de profits connues par la bourgeoisie française depuis 1968. Si les prix augmentent, c'est bien parce que les capitalistes agissent de façon telle que la part des profits se maintienne et même s'accroisse. A ce sujet, il faut comprendre que l'existence d'une inflation continue exprime, au niveau monétaire, les formes nouvelles prises par l'accumulation du capital, dans le capitalisme contemporain : plus précisément qu'elle est due à l'action conjointe des monopoles et de l'Etat bourgeois (1).

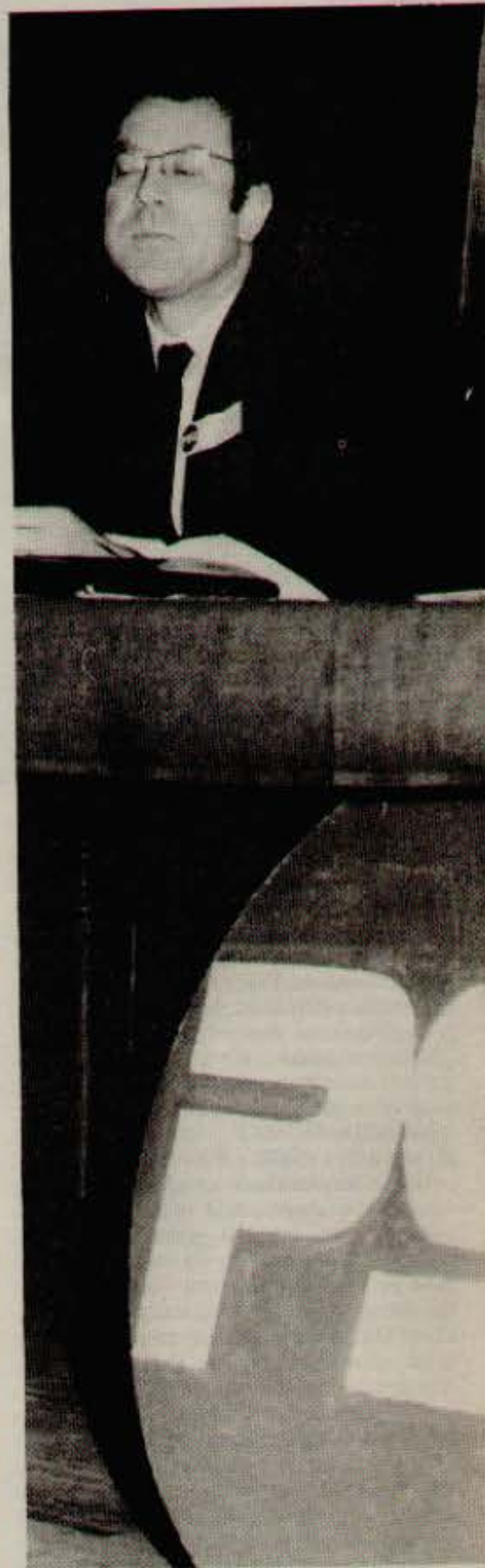
Jacques SAULNIER

(1) cf. pour des explications sur ce point : P. Salama et J. Valier « Une introduction à l'économie politique », Paris, Maspéro 1973, p. 189-195.

PSU

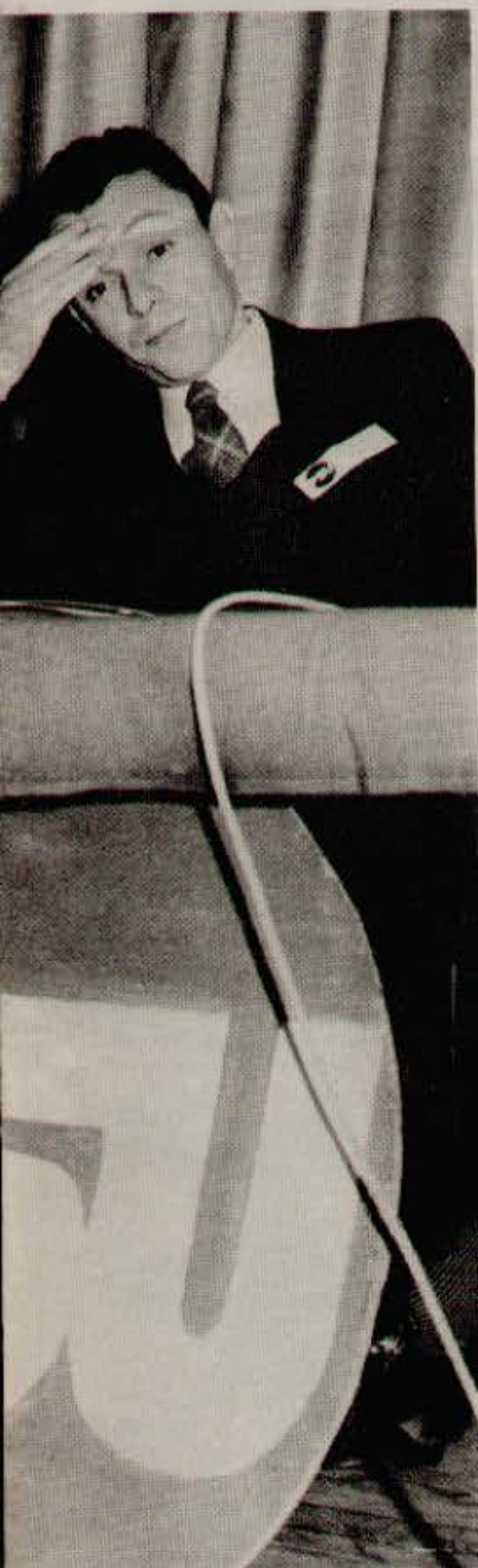
du

de la





# côte ion gauche



Il n'y a guère eu de surprise au Conseil national du PSU. C'est par 62 % des mandats qu'a été approuvée l'orientation vers un « pacte d'unité anti-capitaliste ». C'est par plus de 70 % qu'a été affirmée la volonté d'aller vers un « grand mouvement de l'autogestion socialiste ». Le PSU reste dirigé par le même secrétaire de 3 membres (Chapuis, Le Garrec, Rocard) au sein duquel Robert Chapuis a remplacé Michel Rocard comme secrétaire national. Et seuls les Centres d'initiative communiste ont répondu favorablement à la proposition d'adhérer au PSU. Mais, derrière ces résultats attendus, le Conseil national a révélé un certain nombre de différenciations.

**■** D'abord, la droite de la majorité s'est battue et, par la voix de diverses fédérations (Isère, Loiret, Meurthe et Moselle, etc.) a été finalement la seule à proposer une politique claire, ayant sa propre cohérence : rallier le camp de l'Union de la gauche, lui apporter le renfort du courant socialiste auto-gestionnaire. C'est à dire du PSU et de la CFDT. Et ce pour, dans la foulée, participer et à l'élaboration d'un nouveau programme et à un éventuel gouvernement de gauche. Bien souvent, elle mit en difficulté dans le débat le seul courant qui s'opposait résolument au pacte d'unité populaire, la GOP (« Vers le communisme ») regroupée autour de la fédération du Rhône.

## ENTRE L'ATTENTISME ET LE TÊMOIGNAGE

Ce courant, en effet, si les critiques qu'il formule étaient souvent pertinentes, n'apparut pas comme formulant une alternative cohérente à la politique proposée par la majorité du Bureau National. C'est ainsi par exemple que la GOP dénonce avec raison la mécanique qui, à partir du pacte d'unité populaire, entraîne le PSU vers la participation à un gouvernement de l'Union de la gauche. « Il ne saurait y avoir de secrétaire d'Etat au budget révolutionnaire dans un gouvernement réformiste » disent-ils en anticipant quelque peu les événements. Mais au pacte d'unité d'action ils se contentent d'opposer une unité d'action « en fonction du rapport de forces local, sur une lutte précise ». La droite a évidemment beau jeu de leur rétorquer que le problème c'est justement que les luttes actuelles exigent de plus en plus la construction d'un rapport de force national, voire d'un débouché politique d'ensemble. De même, elle attaque le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS) non pour ce qu'il est — un regroupement ambigu, vague caution de gauche d'une politique droitière — mais en lui reprochant d'être un regroupement fondé sur des critères idéologiques et non sur les luttes ! Elle va ainsi jusqu'à reprocher vivement à l'une des composantes du CLAS — l'AMR — d'avoir « piétiné le cadavre du président Allende » !!! Et qu'oppose-t-elle comme perspective au CLAS ? Un « mouvement » qui pourrait regrouper « les comités français-immigrés, les paysans travailleurs, la gauche CFDT et CGT, les groupes ouvriers comme les cheminots de Tours, les comités d'action, etc. ». Bref, un CLAS de gauche.

Caractéristique également, l'approche qu'a ce courant des problèmes de construction du parti révolutionnaire. Certes, à la différence des autres composantes du PSU, il en parle. Mais pour les renvoyer à « une autre étape ». Car « l'étape actuelle est à la construction d'un mouvement à partir des luttes » et c'est « progressivement que le mouvement des forces en lutte se transformera, de fait, en parti révolutionnaire ».

On comprend ainsi mieux la nature réelle des débats au sein du PSU, et comment, en particulier, si l'autogestion fournit un alibi commode à un certain populisme de droite, la GOP, elle, ne peut rien faire d'autre que de fournir un vague cadre de référence au populisme de gauche. La vision qu'elle développe des masses — toujours vierges et en lutte — ne la prépare nullement à comprendre que celles-ci emboîteront demain le pas à la dynamique unitaire, si une autre perspective d'ensemble ne leur est pas proposée.

Faute de comprendre la nécessité de l'affrontement central avec l'appareil stalinien, elle se condamne à une vision localiste. Et, parce qu'elle continue à croire

que le mouvement des masses se transformera de fait en parti révolutionnaire, parce qu'elle ne comprend pas la nécessité de l'intervention dans ce processus d'une organisation cohérente, idéologiquement soudée, elle n'a guère le choix qu'entre l'attentisme et le témoignage.

## FRONT UNIQUE

Au sein de la majorité, la « gauche » (Mousel-Craipeau) n'a pas ce type de problèmes. Les thèmes qu'elle avance sont souvent pertinents, du moins au niveau des principes. Et elle est en général écoutée de manière fort aimable par une partie du Conseil national. Mais c'est que ce qu'elle dit n'a aucune chance d'être inscrit dans la pratique du PSU, d'autant plus qu'elle refuse elle-même de s'en donner les moyens.

Elle relie par exemple la proposition de « pacte d'action anti-capitaliste » à une démarche de « front unique » correctement exposée. Mais le seul problème est qu'il faudrait une organisation d'une tout autre nature que le PSU pour mener à bien cette politique.

Craipeau peut toujours expliquer que la politique proposée est une politique pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire vers l'ensemble du camp réformiste. Mais à l'intérieur du PSU comme à l'extérieur il n'y a que lui pour y croire. Certes, la déclaration finale « adoucit » les remarques initiales sur l'extrême-gauche et on y reconnaît le mouvement trotskyste comme « une force non négligeable ». Le texte de la minorité GOP précise : « Le développement de Rouge est une réalité nationale due au fait qu'il occupe une place politique laissée vide bien au-delà du trotskysme ». Il reste que la tonalité quasi unanime de ce Conseil national était faite d'une indifférence prodigieuse à tout ce qui concerne le mouvement révolutionnaire.

La gauche de la majorité s'auto-félicite volontiers d'avoir obtenu que la démarche du pacte soit qualifiée de « tactique ». De là à considérer que c'est sa politique qui a été retenue, il n'y a qu'un pas qu'elle est prête à franchir. Mais, là aussi, ce ne sont pas les formulations employées dans un texte qui trancheront, mais bien la manière dont il sera appliqué. Or, la dynamique enclenchée par ce vote est celle du Bureau national et non de la gauche. C'est la majorité du BN qui en contrôle l'application et non la gauche. Celle-ci peut encore appuyer sur le frein mais elle s'est privée de la possibilité de montrer clairement aux militants qu'elle n'était pas d'accord avec la direction suivie.

## DES RETICENCES

Faut-il pour autant considérer le PSU comme d'ores et déjà intégré à l'Union de la gauche, co-signataire d'un programme de gouvernement ? Un certain nombre d'indices permettent d'en douter. Très significative a été la révolte, durant le Conseil national, d'une série de fédérations de province qui n'ont pas voulu se rallier à la minorité GOP, qui ne prétendaient sans doute pas présenter une ligne alternative à celle du Bureau national, mais qui ont tenu à manifester leur hostilité au « pacte d'action anti-capitaliste » en présentant un troisième texte. Or, ce texte a réuni près de 20 % des mandats, sensiblement plus que la GOP.

En fait, trois types de raisons vont rendre difficile le passage du « pacte d'action » à la signature du programme de gouvernement :

— D'abord, tout simplement, parce qu'il n'y a pas au sein des 62 % une majorité disposée à aller aussi loin.

— Un nombre non négligeable de nouveaux adhérents a rejoint le PSU dans

les dernières années « parce que le léninisme c'est fatigant, que les groupes révolutionnaires les énervent, parce que la révolution culturelle chinoise est loin, parce qu'ils sont plutôt anti-autoritaires, que l'auto-gestion c'est chouette... En règle générale, ils ne feront que transiter par le PSU, car leur évolution politique ne s'arrêtera pas à leurs motivations d'adhésion. Mais surtout leur démarche vers le PSU a essentiellement marqué leur refus de rejoindre le PS — par CERES interposé — et leurs réticences vis à vis de l'Union de la gauche. Ceux-là ne seront pas faciles à convaincre.

— Enfin et surtout, ce Conseil national a démontré à l'évidence combien pèse sur la majeure partie des militants du PSU le « traumatisme chilien ». Visiblement, il n'est pas aussi facile qu'avant de bavarder sur le passage pacifique au socialisme. Les rapports publics sur le travail dans l'armée se font plus sérieux et plus précis.

## UN CERTAIN NOMBRE D'ETAPES

Il reste que le tournant droitière que la direction tente d'imposer au PSU est d'une ampleur considérable. C'est la première fois depuis 1965-67 que tant d'efforts sont déployés pour réinsérer le PSU dans l'Union de la gauche.

La majorité du BN apparaît comme ayant clairement choisi son camp, celui des réformistes. Devant le Conseil national lui-même, la droite n'a reculé devant aucune parodie pour parvenir à ses fins : « Depuis quand les révolutionnaires ont-ils peur de prendre des risques ? » a déclaré l'un de ses responsables. Il se trouva quand même un délégué pour rappeler que l'on ne discutait pas du déclenchement de l'insurrection d'octobre en 1917 et que les risques de rentrer dans un gouvernement réformiste nécessitaient sensiblement moins de courage...

Si cette offensive est possible, c'est que les conditions objectives s'y prêtent. Car, autant certaines données (discrédit relatif de l'aile gauche du PS, montée des luttes ouvrières) interdisent de reposer aujourd'hui le problème de l'intégration du PSU au PS, autant la crise larvée du régime, l'apparente crédibilité d'une prise du pouvoir par la gauche donnent consistance à « l'appel à la responsabilité ».

En fait, ce qui s'est passé à ce Conseil national est vieux comme le PSU. L'alliance entre les technocrates socialisants qui ont un projet politique, dirigent le PSU, se préoccupent effectivement des problèmes du pouvoir, et une base social-chrétienne vouée à des luttes diverses mais sensible aux pressions unitaires. Sous des formes variables, c'est toujours cette coalition qui a gouverné le PSU depuis qu'il existe. Mais l'histoire a également prouvé que cette alliance ne tenait que tant que le projet des technocrates socialisants n'était pas trop explicite. Les habituels laudateurs de l'Union de la gauche se réjouissent un peu trop vite : il peut y avoir encore un certain nombre d'étapes dans la longue marche du PSU vers son intégration dans la social-démocratie renouée.

Jacques HUBERT  
Denis MARX

## INTERVIEW DE ROCARD PARUE DANS « TRIBUNE SOCIALISTE » No 597

Michel ROCARD : Parlons un peu des salariés. Les syndicats seraient, dans une telle situation, parfaitement capables de réfléchir à la revendication de salaire et à son contenu. Si les comptes des entreprises étaient publics et si l'évaluation des profits et des revenus aux différents niveaux de la hiérarchie pouvait être faite, pourquoi pas ? On parlerait alors redistribution, peut-être en préservant quelques situations relatives parce qu'il y a malaise national. Ça pourrait très bien s'imaginer.

La classe ouvrière a montré sous la Résistance qu'elle avait le sens patriotique. Elle est habituée à faire les frais. Elle est responsable. Si elle arrivait au pouvoir en ce moment, elle serait parfaitement capable de le montrer face au désordre économique.



# bidegain: UNE SOLUTION POUR QUI?

La dernière bombe de l'affaire LIP vient cette fois du patronat. La semaine dernière une fuite organisée apprenait que de jeunes patrons « libéraux », se préoccupant de LIP mais voulant surtout faire leurs preuves, voulaient racheter l'entreprise et faire surtout la démonstration qu'il s'agissait d'une affaire rentable.

La confédération CFDT, qui avait eu des contacts avec ces patrons, a dépêché un permanent fédéral à Besançon (Fredo Moutet) pour informer les travailleurs, mais aussi pour essayer de refaire l'unité syndicale à tout prix. Que signifie cette opération? Une bonne affaire financière et politique pour l'aile gauche du patronat français, sans aucun doute: financière, car racheter une usine en liquidation est généralement une bonne affaire, et politique surtout, car derrière ce projet que soutient Riboud se profile aussi l'ombre de Ceyrac qui a lui-même amené le plan à Charbonnel. On murmure même que certains UDR et hommes du pouvoir soutiendraient ce projet. Il s'agissait évidemment de l'aile participationniste et « libérale » qui vise par là-même aussi quelques postes au futur gouvernement.

Ce ne sont là que des hypothèses évidemment, mais on doit néanmoins se poser quelques questions. Si Charbonnel et Messmer bloquent le préfet et lui refusent — paraît-il — les 8 millions nécessaires, il ne s'agit pas tant d'une question d'argent que d'un veto politique. Pour le pouvoir permettre la réalisation d'un tel plan signifierait évidemment reconnaître ouvertement devant la France entière: « oui les Lips avaient raison de se battre, oui, il est possible de gagner sur les questions de l'emploi ». Mais cela bien évidemment dans la crise que subit le régime aujourd'hui serait une trop grosse baffa. Aussi Charbonnel soutient-il ouvertement Arbel. Arbel, ce petit industriel de Maisons-Alfort et de Douai, qui voit à Besançon l'occasion de se faire un marché sans problème, et en plus d'être considéré par le pouvoir comme le sauveur.

Mais bien des choses restent obscures: il est surprenant que des gens comme Riboud et Bidegain se laissent impressionner par un manège de 8 millions. On ne nous fera pas croire que l'ASSUAG ou la BSN ne peuvent pas trouver 8 millions. Comment se fait-il que ces gens là — qui ont si bien suscité et orchestré en leur temps une campagne monstre sur la fusion BSN-St Gobain n'aient pas eu recours aux mêmes canaux de diffusion pour dénoncer le veto gouvernemental?

Toutes ces transactions ont lieu — comme d'habitude — dans le secret des couloirs des ministères. Aussi est-il difficile de répondre im-

médiatement à toutes ces questions.

Ceci dit, il est clair que les Lips doivent être plus vigilants que jamais et ne pas se laisser séduire aveuglément par tous les bruits qui courent sur ce plan. Car ce projet industriel n'est pas une entreprise de charité, mais rentre totalement dans le jeu des intrigues qui se nouent aujourd'hui autour du gouvernement. Voilà pourquoi il faut demander que ce plan connu des patrons le soit maintenant de l'ensemble des travailleurs. Et en premier par les travailleurs de LIP. Car si on veut que soit levé le veto gouvernemental et que dans une « solution industrielle » soient véritablement préservés les intérêts des Lips, les travailleurs doivent s'appuyer sur leurs propres forces, plus que sur les manœuvres de couloir.

## ARBEL NE PASSERA PAS

Pendant ce temps les manœuvres d'Arbel continuent au grand jour. Sa « solution », si elle était appliquée, signifierait la consommation du démantèlement et de la masse des licenciements. La municipalité « socialiste » cède devant la pression de l'UDR et elle donne l'usine à ce petit requin.

Ces mêmes élus qui en août affirmaient encore leur soutien total aux Lips contre le démantèlement...! Heureusement, les travailleurs de LIP veillent, et le froid et la neige qui gagnent la région, loin de les abattre, galvanisent leur énergie de manière remarquable. Contre les manœuvres d'Arbel, le personnel de l'armement reste soudé, et autour de lui l'Assemblée Générale de tous les Lips le soutient. Pour contrer un possible déménagement clandestin des machines, on installe un système de surveillance permanent. Il est même décidé de s'opposer physiquement à l'installation de cette usine, quitte à l'occuper si nécessaire, quitte à se faire déloger par les CRS une fois encore. « Il faut que chez Arbel on ne puisse pas travailler avec moins de 10 CRS dans le dos » est-il déclaré en AG, le mardi 27.

Parallèlement on informe le quartier: par tracts, par un travail d'explication, par panneaux, par affiches, car le soutien de la population est à l'ordre du jour plus que jamais. Des 6 heures seraient organisées vendredi à Besançon. Pour y appeler, des dizaines de milliers de tracts dans toutes les usines, dans tous les quartiers.

Un atelier d'affiches s'est remis sur pied pour éditer une série nouvelle. Les panneaux d'information sont renouvelés ainsi que les banderoles pour informer l'habitant.

Le colloque sur l'emploi se prépare activement: déjà une dizaine de commissions sont chargées des problèmes techniques et



aussi de la préparation du travail à faire sur place. Bref, la « Maison pour Tous » est devenue une véritable ruche, où chacun a une tâche précise. Les Assemblées Générales sont suivies par 500 personnes au moins. Et chacun est regonflé à bloc. D'ailleurs pour maintenir le contact avec ceux qui ne viennent plus ou qui viennent rarement, on remet en place le serpentin qui en avril-mai avait permis la mobilisation de tous: une liste des absents est faite, et on ira les voir un par un. La meilleure preuve de cette mobilisation est la manif de ce mercredi 28 au matin. Décidée la veille et devant aller de la rue Violet à Palente, la manif n'ira finalement qu'à Palente car il fait trop froid et il neige. Mais c'est un cortège dynamique qui rentre dans Palente vers

le parking de l'usine avec en tête comme banderole: « Messmer, quand viendras-tu inaugurer l'usine LIP? ». Mais il est impossible de s'approcher de la porte elle-même, des chevaux de frise sont installés, et dans cette allée, de l'autre côté, des CRS, bleus de froid, attendent de pied ferme. Les quolibets tombent. On essaie la solidité des barbelés. On essaie de les secouer un peu. Et on jette même quelques petits cailloux. On plaint ces pauvres CRS d'être ainsi enfermés dans un camp de concentration. Pendant un certain temps donc, on reste face à face avant de repartir se rechauffer.

Plus que jamais, les Lips sont maintenant convaincus qu'unis et combatifs, ils vaincront.

le 28.11  
S. Triton

## L'UNITE DU PERSONNEL LIP POURRA-T-ELLE FAVORISER L'UNITE SYNDICALE?

Nous nous efforçons de reconstituer l'unité syndicale qui s'est esquissée, la semaine dernière, par des communications communes CGT-CFDT.

Une intersyndicale s'est déroulée, à la « Maison pour Tous », une bonne partie de la journée de lundi. Elle n'a pas abouti pour l'instant aux actions unitaires et énergiques qu'impose la situation. Une nouvelle intersyndicale aura lieu de main mardi.

Beaucoup dépend, dans ce domaine aussi, de l'unité du personnel LIP que nous avons su maintenir pour l'essentiel, malgré les difficultés des dernières semaines. Plus que jamais il est nécessaire que cette unité du personnel LIP s'exprime avec force par des initiatives collectives.

La relance du mouvement de soutien dépend aussi de l'unité du personnel LIP, si celle-ci s'exprime par des initiatives collectives. Cette relance du soutien est décisive pour l'issue de notre lutte. A l'heure actuelle, le pouvoir se croit en mesure de faire accepter par les travailleurs,

par l'opinion publique, une décision aussi scandaleuse que le blocage, par passion politique, d'un projet industriel viable, susceptible de donner un emploi à des travailleurs en lutte depuis bientôt 8 mois sur ce problème. La relance du mouvement de soutien doit faire cesser ce scandale.

C'est dans cette perspective que le Colloque National sur l'Emploi (8, 9, et 10 décembre) commence à être activement préparé. Il doit permettre une confrontation des expériences entre les nombreuses délégations ouvrières, dont nous attendons la venue à Besançon, et la participation de nombreux chercheurs (économistes, psychologues, médecins, urbanistes...). Mais il pourra aussi favoriser la convergence des luttes qui se déroulent en ce moment sur l'emploi. C'est dans cette mesure aussi que le Colloque pourra être, si nous en faisons un succès, un acte de soutien très important pour l'issue de notre lutte.

Besançon  
26 11 73  
LIP-Unité





## l'Europe capitaliste et les immigrés

**Les bourgeoisies européennes sont inquiètes, : le pétrole, l'inflation, et en point de mire la perspective d'un ralentissement économique dans le courant de l'année 74.**

**Devant ces menaces, de façon assez classique elles ont voulu se donner les moyens de faire payer la note aux plus vulnérables, et en premier lieu aux travailleurs immigrés.**

● C'est le but de toutes les mesures de renforcement du contrôle policier sur l'immigration, et notamment de la loi sur l'immigration de 1971 en Angleterre et de la circulaire Fontanet-Marcellin en France.

En Allemagne cette politique commence déjà à rentrer dans les faits. Le 23 novembre, le gouvernement de la RFA a interdit jusqu'à nouvel ordre l'entrée de travailleurs étrangers. Les bureaux d'embauche allemands situés à l'étranger (notamment en Grèce, Turquie, Yougoslavie ou Tunisie) ont cessé leurs activités. 60 000 demandes en instance sont bloquées.

Le nombre de contrats accordés à des travailleurs étrangers passe de 20 000 en août à 6 000 en décembre. Ce n'est pas encore le recours à l'expulsion massive d'immigrés comme cela s'était produit lors de la récession de 66-67 mais c'est déjà le verrouillage des entrées. C'est déjà l'inquiétude du lendemain pour des milliers de travailleurs immigrés qui n'ont qu'un contrat de travail. A signaler que cette mesure, prise au nom de l'intérêt national, le fut dans une belle unanimité des partis bourgeois et réformistes, des directions syndicales, en vertu de l'adage : « du travail pour les allemands d'abord ».

L'approche de difficultés économiques, et en particulier de menaces sur l'emploi, la restriction par les gouvernements arabes des livraisons de pétrole,

créent un terrain favorable pour la recrudescence de courants fascistes développant à fond des thèmes xénophobes et ouvertement racistes :

— En France, après le meeting du 21 juin d'Ordre Nouveau « contre l'immigration sauvage », c'est maintenant le meeting du 19 décembre de son sosie « Faire Front », lui aussi « contre l'immigration sauvage ».

— En Angleterre, le Front National se développe sur la base d'une campagne raciste : il est utilisé comme pion extraparlémentaire par l'extrême-droite du parti conservateur, au sein même du gouvernement.

— En Suisse le M.N.A. (mouvement fascisant) a connu une nette poussée aux dernières élections, lui aussi sur une campagne xénophobe (9 sièges à Lausanne par exemple). Signe inquiétant, il obtient des scores dépassant les 10 % dans toute une série de quartiers ouvriers, fiefs électoraux du POP (PC suisse).

Dans ce contexte, les réformistes des pays européens montrent, une fois de plus, jusqu'où on peut aller dans la voie du chauvinisme et de la collaboration de classe.

La social-démocratie au gouvernement en Allemagne est la première à promouvoir une législation anti-immigrés. Le social-impérialisme dont parlait Lénine se montre ici sous son jour le plus cru.

Mais les PC occidentaux, s'ils sont en-

clins à s'apitoyer sur les conditions de vie des travailleurs immigrés, ne sont pas non plus les derniers à nourrir les préjugés chauvins dans la classe ouvrière au nom de « l'intérêt national » : ainsi le PC, qui commença par souligner les aspects « positifs » de la circulaire Fontanet, dans les jours qui suivirent sa parution...

Dans cette situation seule une position résolument internationaliste peut combattre sur le fond les tentatives d'intoxication raciste. C'est le sens de l'action menée par nos camarades de l'International Marxist Group en Angleterre contre le Front National et les lois ra-

cistes ; de la campagne de la Ligue Marxiste Révolutionnaire en Suisse pour l'unité de la classe ouvrière, et en particulier du meeting qui s'est tenu à Lausanne le 2 novembre avec la participation de Sally N'Dongo.

— Contre toutes les mesures de contrôle policier sur l'immigration. Libre jeu des courants migratoires !

— A travail égal, salaire égal !

— Mêmes droits politiques et syndicaux pour tous ceux qui travaillent dans le même pays !

F.L.

## DAKAR, CASABLANCA, MARSEILLE

### les plaques tournantes des convoyeurs d'esclaves

Mardi 20 novembre, 27 travailleurs africains, encadrés par la police du port de Brest, sortent de la cale du cargo ivoirien « Korogho ». Le lendemain 4 autres africains sont découverts dans un autre cargo ivoirien « Le Tabou ».

● La presse bien-pensante s'indigne devant l'aspect scandaleux de cette immigration clandestine. A l'heure où la bourgeoisie modifie sa politique d'immigration, en renforçant son contrôle policier, ces deux « faits-divers » viennent à point pour rappeler que depuis des années l'immigration clandestine est ouvertement encouragée par le patronat, parce que c'est un commerce stable qui fait vivre des corporations entières de trafiquants, avec la complicité bienveillante de la police.

Aujourd'hui, la bourgeoisie commence à changer son fusil d'épaule : elle s'est fixée comme projet l'organisation du trafic légal des immigrés avant tout par le canal officiel de l'ONI ; trafic organisé, maîtrisé et contrôlé par la police de Marcellin.

Mais si le volume de l'immigration clandestine a décliné, elle subsiste encore largement aujourd'hui. Il est vrai que de gros intérêts sont en jeu... Dans l'affaire du « Korogho », la SITRAM, compagnie maritime ivoirienne, semble largement compromise ; on sait d'autre part que cer-

« Immigration clandestine ? » Mais les noms sont bien connus :

— A Dakar, Doualla Diallo est un responsable quasi-officiel de ce trafic

— A Barcelone, les caves de l'hôtel « Los Arcos » (23 calle del Teatro) sont le rendez-vous officiel des passeurs et des travailleurs clandestins.

— La SITRAM n'est pas la seule compagnie maritime à transporter des africains à fond de cale : la compagnie Paquet, les Chargeurs réunis organisent systématiquement des passages.

Toutes ces activités clandestines ont pignon sur rue.

#### UNE COMPLICITÉ PERMANENTE DE LA POLICE

Dans les ports, le débarquement de centaines de travailleurs africains ne peut se faire sans l'accord tacite de la police du port. A Marseille par exemple, les autorités portuaires sont informées de chaque arrivage. Dans les aéroports, il n'est pas rare que la police ferme les yeux sur des trafics organisés par de pseudo-agences de voyage ; ainsi l'agence « CAMA VOYAGE » qui est la filiale de la société CAMA (propriétaire des foyers Bisson, Léon Gaumont, et Riquet à Paris), organise des arrivées du Sénégal par l'Italie.

Aux frontières, la police elle-même



taines entreprises comme CITROEN ont leur propre réseau, leurs propres méthodes de trafic, au mépris de toutes les lois bourgeoises...

#### PIGNON SUR RUE

« Immigration clandestine ? » Allons donc !

Les filières sont parfaitement connues de tous, y compris de la police : d'abord le « rabatteur africain » qui arrive au village, des promesses plein la bouche ; puis le départ : des rives du fleuve Sénégal, de Mauritanie, de Côte d'Ivoire, de Gambie, ils s'en vont pour Dakar, là c'est l'embarquement à fond de cale ou dans les soutes pour Casablanca. Puis la filière se continue par bateaux jusqu'à Marseille, d'autres embarqueront en Italie, d'autres encore en Espagne ; Madrid, Barcelone, les caves d'hôtel où ils sont pris en main par les passeurs...

avoue ne rien faire contre les passeurs... quand elle ne participe pas directement au trafic comme ces deux CRS qui faisaient passer des immigrés à la frontière italienne pour... les détrousser ensuite.

A Menton, un gendarme reconnaît être parfaitement au courant des trafics et de ceux qui les organisent. Il avoue aussi que les autorités italiennes et françaises se livrent à un véritable marché d'hommes, échangeant les travailleurs de différentes nationalités refoulés soit par l'un, soit par l'autre pays. (donnant-donnant : marocains remis aux flics français, contre maliens remis aux Italiens).

Les travailleurs ivoiriens du Karagho, rançonnés, entassés dans la cale, privés de nourriture, arrêtés par les flics et aujourd'hui menacés de prison n'ont fait que révéler bruyamment un scandaleux trafic, qui dure encore avec tout le réseau de complicités qui l'entourent.

Tom



# les juges et la politique



Réuni les 23, 24 et 25 novembre au Palais de Justice de Paris, le VIème Congrès du Syndicat de la magistrature était convoqué pour débattre sur le thème « Justice, hiérarchie et pouvoir ». En fait, si le congrès discuta de ce thème dans les trois commissions qui se tinrent dans la journée de vendredi, celles du samedi et dimanche furent essentiellement consacrées à un débat d'orientation de fond.

Le Syndicat de la magistrature se trouve en effet à la croisée des chemins. Fondé après les événements de mai 68 (mais la décision en aurait été prise antérieurement), regroupant 1200 magistrats (sur 4200), le Syndicat peut aujourd'hui s'enorgueillir d'avoir fait une percée fracassante tant dans la magistrature que dans l'opinion publique. Ses congrès précédents, consacrés aux rapports entre

justice et argent, puis justice et propriété, n'y ont pas été pour peu. Parallèlement, des essais de définition d'une nouvelle pratique professionnelle, ses prises de position sur des projets de loi réactionnaires (loi anti-casseurs, loi sur les associations, loi sur la toxicomanie) ont montré qu'une fraction non négligeable de la magistrature française n'était plus disposée à évaluer les problèmes brûlants d'une justice

poussiéreuse, archaïque et rétrograde.

En ce sens, le thème du dernier congrès consacré au pouvoir n'est que l'aboutissement logique de cinq années de réflexion antérieures. Après avoir successivement examiné les composantes traditionnelles de toute justice bourgeoise (les influences de l'argent et de la propriété sur la justice, les règles du droit du travail, etc.), le syndicat s'attaque à la légitimité même au nom de laquelle s'exerce la justice : le pouvoir politique de la bourgeoisie.

Il était normal, lorsqu'on connaît l'idéologie traditionnelle de la magistrature, dont les pressions s'exercent jusqu'à l'intérieur du syndicat, qu'une telle démarche provoque des hésitations. Le débat d'orientation en a été un exemple vivant. Face à un bureau qui faisait le bilan de l'année écoulée, une opposition hétérogène et mal définie s'est regroupée pour critiquer le danger qui, selon elle, quette le syndicat : la politisation. Ce n'est pas que l'opposition estime que le juge puisse être neutre : la motion dite « d'Angers » (du nom de la ville où le principal porte-parole de l'opposition - Chazal de Mauriac - exerce) éclaire clairement que « appliquer la loi est une fonction politique au sens large du terme. Le mythe de l'apolitisme des juges doit donc être détruit ». Mais elle estime que le syndicat est allé trop loin : « Le vertige de la remise en cause globale, du négativisme pèse trop lourd sur l'action du syndicat ».

D'autant plus lourd que, selon l'opposition, la direction du syndicat a été en fait minoritaire. D'où sa demande : accepter dorénavant que le vote par mandats soit possible, non plus seulement au moment des élections aux organes dirigeants, mais également sur les orientations syndicales (décision reportée à un congrès extraordinaire qui doit se tenir avant avril 74).

Il est incontestable que l'opposition, bien que minoritaire au congrès (le rapport du bureau a finalement été ratifié par 253 voix contre 21 et 46 abstentions, alors que la motion d'Angers ne recueillait que 114 voix) est l'expression d'une certaine « sensibilité » de la base. Mais il est pour le moment difficile de savoir si cette sensibilité n'est que l'expression d'un manque de pédagogie de la direction actuelle - et donc se résorbera à terme - ou bien si elle se transformera en opposition plus structurée et plus cohérente, postulant par là-même à la direction du syndicat. Dans ce dernier cas, il lui restera à démontrer qu'il est possible de définir une politique alternative de réformes, tout en se gardant de déboucher trop ouvertement sur le terrain politique. L'autoritarisme du pouvoir ne lui laisse en ce domaine que peu de chances.

G.M.

(Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur ce congrès avec un compte-rendu plus détaillé et une interview d'un dirigeant du Syndicat de la magistrature)

**MEETING**

**PALAIS DES SPORTS**

**29 novembre 20h**

**ROUGE**

**interdit par le pouvoir**

avec la participation de HUBERT

**JULIO SANCHEZ**  
représentant du M.U.  
en Europe

**LA DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE  
UNITE CONTRE LA REPRESSION**

**CONTRE LA DICTATURE CHILIENNE**

**SOUTIEN A LA RESISTANCE**

**CONTRE LE GOUVERNEMENT DES MATRAQUEURS**

**LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !**

## LA RIPOSTE!

Le pouvoir a cru bon d'empêcher la tenue du meeting de « Rouge » qui était prévu au Palais des Sports le 29 novembre. Il s'est retranché derrière une mesure administrative : les meetings politiques sont interdits au Palais des Sports, sauf dérogation spéciale du Conseil de Paris. La majorité UDR du Conseil de Paris a donc décidé de ne pas louer la salle à « un mouvement extrémiste ». Les groupes communiste et socialiste ont protesté contre cette attitude.

Cette nouvelle atteinte à la liberté

d'expression a été accueillie avec la joie que l'on devine par le groupe de nazillons du GAJ, qui avait demandé la veille - coïncidence - l'interdiction du meeting. Parler de collusion serait diffamant...

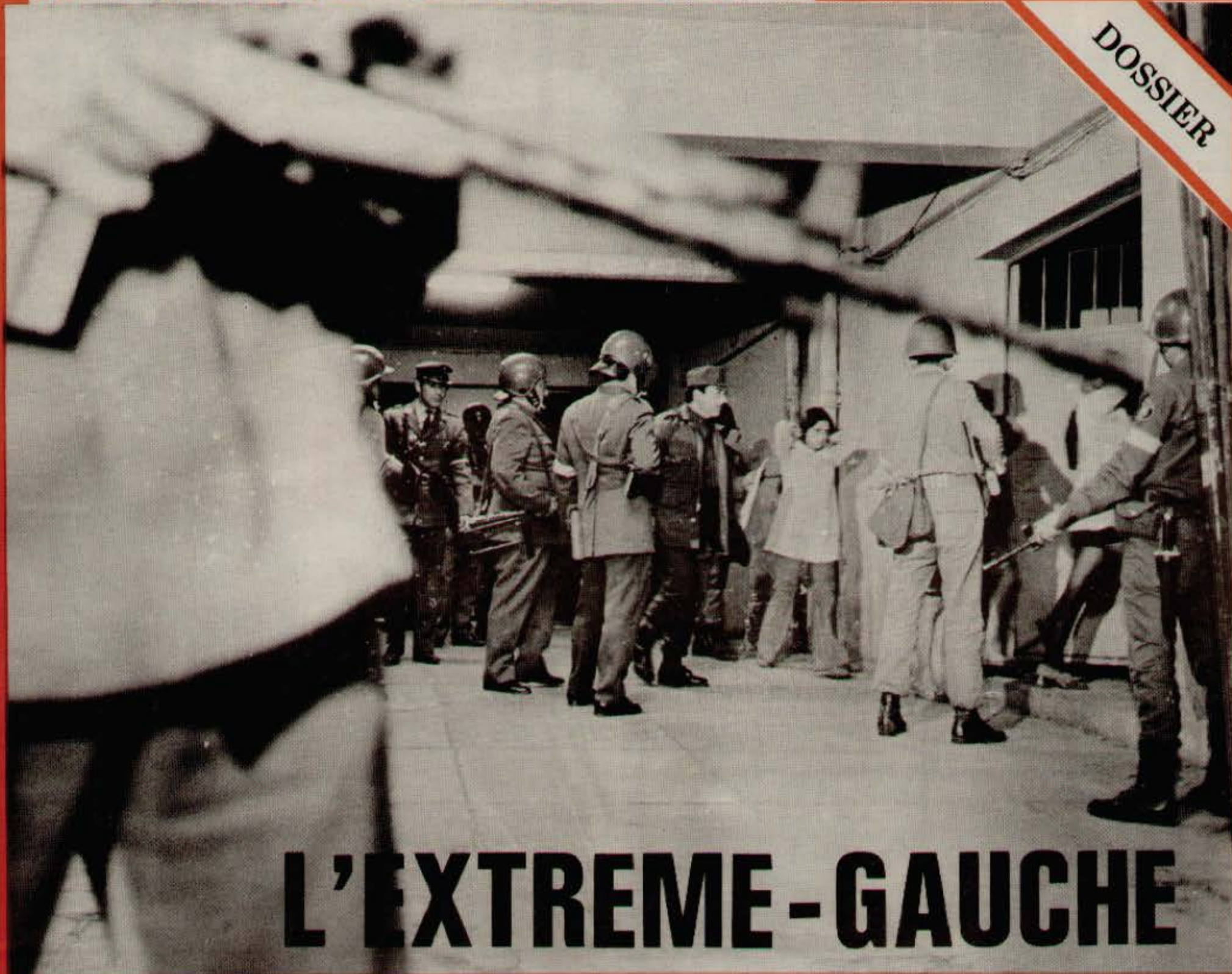
Ce mauvais coup n'est pas resté sans réponse. Un meeting de protestation se tient le 29, dans une salle prêtée par la municipalité socialiste de Suresnes. Un certain nombre d'organisations de gauche et d'extrême-gauche (CDP, AMR, Révolution !, OCI, PSU, PLC, PS, LO) ont décidé de marquer leur solidarité par leur présence au meeting.

## MALIFAUD LIBERE



Jean Malifaud, assistant de mathématiques à Jussieu, qui avait été écroué à la Santé pour transport d'armes, a été libéré. Malifaud avait été arrêté alors qu'il participait à la riposte des étudiants et des enseignants contre les attaques fascistes. Les protestations contre cette arrestation n'ont pas été sans effet sur la libération. Le SNESup auquel appartient Malifaud a envoyé un télégramme à Fontanet. Une grève a eu lieu également dans son département.





# L'EXTREME-GAUCHE

Si, comme nous l'avons vu précédemment, les différentes organisations composant l'Unité populaire ont été très durement atteintes par la répression, à des degrés divers, il est vrai, au point pour certaines d'entre elles d'être totalement paralysées, il n'en n'est pas de même pour ce qui est de l'extrême-gauche révolutionnaire et notamment du MIR.

Le MIR a pendant et après le coup d'Etat, fait preuve d'une remarquable capacité à résister à la répression. Les structures clandestines, l'appareil clandestin mis en place notamment durant la période de l'UP, l'éducation politique des militants, des directions ont joué pleinement durant ces semaines cruciales.

En ce qui concerne la répression, il s'agit là d'un test crucial pour une organisation politique. Test crucial, surtout si on le compare à ce qui s'est passé dans les partis de l'Unité populaire, pétrifiés dans leur légalisme.

Test crucial si on le compare à l'amateurisme tragique de tant d'autres en Amérique Latine et ailleurs. Il ne s'agit pas là d'une « prouesse organisationnelle », « technique ».

C'est en fonction, à cause, d'une analyse politique de la situation chilienne que le MIR est ce qu'il est aujourd'hui. Et cette existence organisationnelle, dans la situation présente, est un fait politique décisif pour l'avenir. Placé devant ses responsabilités politiques nouvelles, fruit de sa force politique et organisationnelle, les positions du MIR n'apparaissent pas toujours des plus claires. Ses faiblesses, ses erreurs antérieures n'ont pas été dépassées par le simple fait de se retrouver dans une situation nouvelle. C'est bien évident...

## LE MIR ET LE STALINISME

A notre avis, la faiblesse principale du MIR, de sa direction, c'est sa mécompréhension, ou sa compréhension partielle du

Nous publions ci-dessous le dernier article d'une série écrite par notre camarade J.P. Beauvais à son retour du Chili et consacrée à l'analyse de la situation après le coup d'Etat du 11 septembre. Cette semaine, il traite de l'extrême-gauche révolutionnaire et des problèmes auxquels est confrontée la résistance chilienne.

Après cette série d'articles nous traiterons d'autres problèmes posés par les événements chiliens. La semaine prochaine, nous analyserons les implications du coup d'Etat du 11 septembre pour l'Amérique Latine.

Le caractère précis de la dégénérescence qu'il a représentée pour le mouvement ouvrier international, de ce qu'il représente et signifie encore aujourd'hui à l'échelle internationale. Cela est lourd de conséquences pour une organisation qui est à plus d'un titre justement le produit de la crise du stalinisme. Elle l'est historiquement par la médiation de la révolution cubaine dont se réclame le MIR et qui a marqué une étape importante de la crise du stalinisme. Elle l'est plus quotidiennement par la place qu'elle occupe sur la scène politique chilienne, contestant et débordant pratiquement l'orientation du Parti communiste chilien et regroupant toute une génération nouvelle rebulée par son orientation réformatrice.

C'est seulement à partir de là que l'on peut comprendre une série d'erreurs et de limites du MIR... notamment par rapport à l'Unité populaire et à son projet de « passage pacifique au socialisme ».

Empiriquement, la direction du MIR a correctement compris et analysé le caractère réformatrice d'un tel projet et l'impasse politique à laquelle il aboutissait.

Mais au-delà de la collaboration de classe, du réformatisme, ce projet s'insérait, était partie prenante d'une stratégie nationale et internationale du système stalinien en crise. Cela, avec toutes ses conséquences a en grande partie échappé au MIR.

D'où la caractère parfois confus et limité de ses critiques au réformatisme de l'UP, avec toutes ses implications pratiques.

D'où aujourd'hui, des erreurs qui pourraient à terme se révéler tragiques pour le MIR lui-même et surtout pour la révolution chilienne.

L'illustration la plus claire, depuis le coup d'Etat, en est donnée par l'appel du camarade Miguel Enriquez, du 11 octobre 1973, qu'a publié Rouge.

D'une part, il explique ces justement qu'au Chili s'est effondré tragiquement un projet réformatrice basé sur l'illusion de parvenir au socialisme en comptant sur la passivité de la classe dominante et en s'emprisonnant dans l'ordre bourgeois.

D'autre part, quelques lignes plus loin, il fait appel entre autres à la solidarité internationale des pays socialistes — ce qui est normal — qui, dit-il « a été et continue à être fondamentale ».

Et à parler de la Chine qui maintient ses rapports avec Pinochet, de quelle aide ont été l'Union Soviétique et ses alliés à la révolution chilienne ?

N'ont-ils pas justement joué un rôle contraire, en étroite collaboration avec le PC chilien, faisant tout ce qui était en leur pouvoir afin qu'un véritable processus révolutionnaire ne se développe à Santiago, afin que les masses chiliennes restent mobilisées dans des limites « raisonnables » ?

Cette faiblesse, cette confusion idéologique et politique, le MIR la partage avec toutes les organisations latino-américaines issues du castrisme, du courant castriste.

Mais plus que toute autre organisation de ce courant, le MIR a été, est et sera confronté au stalinisme à cause de l'his-

toire du mouvement ouvrier chilien.

En ce sens, ne évolution une clarification sur cette question est indispensable.

D'autant que de nouvelles échéances se précisent.

Les discussions qui depuis le coup d'Etat se développent au sein de la gauche chilienne sur les problèmes de l'Unité — discussions dont le MIR, très correctement, a pris l'initiative — ont vu s'affronter deux conceptions du Front à construire et de la résistance à mener.

Pour le MIR, ce Front devait avoir une délimitation stricte et regrouper la gauche révolutionnaire et l'UP... C'est-à-dire être un front des organisations ouvrières et révolutionnaires auxquelles, marginalement viendraient s'adjoindre des représentants des secteurs de la petite bourgeoisie en accord avec l'orientation d. Front.

Pour le PC au contraire, ce Front doit être le plus large possible et inclure sinon la démocratie chrétienne dans sa totalité, du moins d'importants secteurs de celle-ci. En d'autres termes d'importants secteurs de la bourgeoisie chilienne dans le cadre d'une politique de collaboration de classe.

Autant dire qu'à partir de là, les conceptions sur la résistance à mener divergent également.

Les jours, les semaines qui viennent vont voir l'aboutissement de ces discussions et négociations. Un front sera-t-il constitué ? C'est à souhaiter, mais sur quelles bases politiques ?

Beaucoup dépendra du rapport de forces réel, sur le terrain entre les différents courants et notamment entre le MIR et les secteurs révolutionnaires du PS qui sont sur ses positions...

Mais beaucoup dépendra aussi de la charte politique du MIR sur toutes les implications stratégiques et politiques des propositions du PC et pas seulement en ce qui concerne le Front.



# LE CHILI APRES LE COUP D'ETAT/4

## L'EXTREME-GAUCHE

En ce sens, rien n'est acquis, et des concessions importantes de la part du MIR sont possibles, concessions se fondant et reflétant ses propres confusions.

Nous aurons l'occasion c'est évident de réouvrir prochainement le débat sur toutes ces questions. Mais deux problèmes se posent d'ores et déjà avec acuité, le premier a trait aux rapports entre le MIR et le reste de l'extrême-gauche révolutionnaire.

## LE MIR ET L'EXTREME-GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

S'il est la composante hégémonique dans l'extrême-gauche révolutionnaire, le MIR n'est pas la seule organisation révolutionnaire chilienne.

Ces dernières années notamment sont nés de nouveaux groupes révolutionnaires, composés très souvent des militants venant du MIR et désorientés sinon découragés par l'absence d'une véritable vie politique interne, de véritables débats politiques sur les problèmes politiques centraux auxquels l'organisation était confrontée.

Parmi ces groupes, la Ligue Communiste, créée il y a quelques mois, organisation trotskyste se réclamant des positions de la IVème Internationale et surtout le PSR (Parti socialiste révolutionnaire) qui regroupe les militants de la IVème Internationale au Chili.

Il s'agit là de petits groupes, de noyaux organisationnels réduits. Mais, malgré les coups portés par la répression, ils n'ont été ni détruits, ni même démantelés.

La Ligue Communiste et le PSR ne sont pas seuls dans ce cas.

Or, l'attitude du MIR vis-à-vis du reste de la gauche révolutionnaire a toujours été marquée par un réel sectarisme, quand ce n'était pas du mépris... Sectarisme qui a alimenté, en retour, le sectarisme des autres groupes vis-à-vis de lui-même.

Aujourd'hui, continuer dans cette voie serait irresponsable de la part du MIR et suicidaire pour les autres groupes révolutionnaires.

Le débat doit s'ouvrir dans la gauche révolutionnaire chilienne sur ces problèmes des rapports unitaires, surtout lorsque se débattent les problèmes du Front, où la clivage entre réformistes et révolutionnaires n'ira qu'en s'accroissant.

## UNE STRATEGIE INTERNATIONALE

Le deuxième problème posé est celui de l'absence d'une véritable stratégie internationale de la part du MIR.

Cela est bien sûr très intimement lié à sa compréhension très partielle du stalinisme, c'en est à la fois une cause et une conséquence...

Or, plus que jamais, la direction du MIR va se trouver confrontée avec un PC qui, lui a une stratégie internationale quel qu'en soit le contenu. Plus que jamais, et notamment dans le cadre d'un éventuel Front, c'est contre une stratégie internationale qu'elle devra mener bataille.

Et sur ce plan, l'empirisme, l'absence de véritables références internationales autres que celle de la révolution cubaine seront une faiblesse, un handicap réel...

Par rapport à cela, nous ne resterons pas passifs, nous menons avec les camarades du MIR tous les débats qui s'imposent qui nous semblent importants.

Nous le ferons avec modestie sur la base de nos acquis et de notre expérience et en n'oubliant pas que le MIR représente l'organisation la plus riche d'expériences, la plus avancée de l'extrême-gauche latino-américaine issue du castrisme.

Nous le ferons dans le cadre d'une solidarité politique et matérielle envers les révolutionnaires chiliens que nous ne mesurerons pas.

Pour l'écrasement du fascisme chilien !  
Pour la révolution socialiste chilienne !

J.P. Beauvais  
le 27-11-73

# SURVIVRE A SANTIAGO

« Les travailleurs licenciés sont condamnés à la mendicité, quand ce n'est pas à mourir de faim. »

Nous avons ces dernières semaines analysé le nouveau contexte politique créé par le coup d'Etat, ce qu'il impliquait pour la bourgeoisie chilienne, pour la gauche et les révolutionnaires. Il y a quelques jours sont rentrés du Chili deux militants de la IVème Internationale qui ont vécu là-bas avant et après le coup d'Etat. Nous les avons interviewés sur la situation économique, ses incidences sur la vie quotidienne à deux mois et demi du 11 septembre...

## LUIS VITALE, PRISONNIER DE LA JUNTE

Notre camarade Luis Vitale, historien marxiste, est prisonnier de la Junte, au stade de Santiago.

Connu dans toute l'Amérique Latine pour ses travaux d'historien marxiste, Vitale est né en 1927 en Argentine, mais habite depuis longtemps au Chili. C'est un militant du mouvement ouvrier chilien de longue date, il a été membre de la direction nationale de la Confédération syndicale chilienne (CUTCH) de 1959 à 1962, a fourni un gros travail d'élaboration au sein de la CUT, notamment sur la réforme agraire, le problème de l'impérialisme et sur le développement industriel du Chili. Enseignant l'histoire et la géographie à l'université de Concepcion au moment du putsch, il s'est fait connaître par un livre magistral : « Interprétation marxiste de l'histoire du Chili » en six volumes, dont trois ont paru avant le putsch ; le quatrième volume qui parut au moment du putsch a été brûlé par les flics et les soldats de la Junte. Les obscurantistes de la Junte cherchent actuellement à effacer physiquement toute trace du marxisme, toute trace de la pensée et de la science politique d'avant-garde au Chili. Dans ce contexte, il est à craindre que Luis Vitale, qui jouit d'un grand prestige au Chili, ne soit « éliminé » par les généraux fascistes.

Libération immédiate de Luis Vitale !

Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Le film « Septembre Chilien » est disponible au CREPAC, 12 rue Paul Clavel, Paris. tél. : 607-80-81. Location : 200 F. 15 jours à l'avance.

Au lendemain du coup d'Etat, les militaires chiliens annonçaient une « remise en marche » rapide de l'économie.

En bloquant les salaires au niveau d'Avril 1973 et en rétablissant la liberté des prix après avoir écrasé la classe ouvrière, ils créaient des conditions extraordinairement favorables pour la bourgeoisie chilienne, ses profits devaient monter en flèche, ses investissements devaient se développer conjointement à ceux venus des grandes puissances impérialistes. Les « miracles » annoncés en la matière se sont-ils produits ?

Tout au contraire, la crise économique sévit ces jours-ci avec une ampleur inégalée. C'est, avec la répression qui continue, la préoccupation centrale de la Junte. Car cette incapacité manifeste à résoudre la crise économique constitue le premier échec de la Junte. Un échec grave, aux conséquences politiques importantes.

Les causes en sont fort simples : les militaires ont voulu trop bien faire. Ils ont brisé le mouvement ouvrier, détruit la classe ouvrière, mettant en chômage forcé un pourcentage important de celle-ci et, forts de cela, ils ont réduits dans des proportions considérables le pouvoir d'achat de ceux qui étaient autorisés à garder leur travail.

En limitant dans des proportions aussi grandes le pouvoir d'achat, donc la consommation des ouvriers et des paysans, en les affamant littéralement, ils créaient en fait les conditions du marasme actuel qui vient s'ajouter à la totale désorganisation antérieure. Et, c'est là l'une de ses conséquences les plus importantes, ceux qui devaient être les principaux bénéficiaires de cette nouvelle politique, les industriels, les commerçants d'une certaine manière sont victimes si l'on ose dire, de l'excès de zèle de leurs serviteurs. Et à l'euphorie hystérique des premières semaines a récemment succédé un certain désenchantement, une certaine morosité...

Hoy con  
CHILE:

REPUBLICA DEL CHILE

Director General de Prensa

La Junta

UBIC

A las



Avant de revenir aux problèmes des industriels, des commerçants peux-tu décrire un peu quelle est la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs chiliens à l'heure actuelle ?

J'étais il y a quelques jours dans une « population » de Santiago. Je pourrais rapporter de nombreuses conversations avec des ménagères, des ouvriers et femmes d'ouvriers. Celle-ci par exemple le mari n'a pas perdu son travail. Il fait six jours par semaine dans une usine de construction mécanique, selon les nouveaux horaires de travail édités par la Junte soit 53 heures hebdomadaires. Ajoute de deux heures à deux heures et demie de transport quotidiennes dans des conditions épouvantables. Ils ont de nombreux enfants. De la viande, ils n'en n'ont jamais mangé depuis le coup d'Etat. Et ils ne sont pas près d'en manger. Lorsque le mari ramène la paye le samedi soir, c'est l'euphorie mais cela est de courte durée car la paye leur permet de manger jusqu'au mardi soir. Ensuite le mercredi, le jeudi et le vendredi, ils ne peuvent s'offrir que du pain trempé dans un bouillon gras. Parfois, dès le vendredi ils ne peuvent même plus s'offrir cela, ils restent 24-36 heures le ventre creux attendant la paye du samedi soir. C'est un exemple. Mais qui se reproduit à des dizaines de centaines de milliers de cas à travers le Chili. Ce qu'il faut comprendre c'est qu'il s'agit là de familles qui se nourrissent se vêtissent tout à fait convenablement.



# Rusia

... Machuca, F...  
... Quintana y...  
... Paz, Rodríguez...  
... Cezely, Ahu...  
... moda y Veltz

# Últimas noticias

PRECIO \$ 2.000  
PRECIO Abono \$ 12.000  
NOY, Santa Justina

## Militar de Gobierno Ordena: AR Y DETENER Sigüientes Personas



## Escándalo Marxista En el Banco Central

Falsas inscripciones  
de dólares.

Página 2



## 7 Embajados Y 50 Artes Tomán Embajada Soviética En Chile

Página 20



## Crearán Sistema Único de Salud

dans la presse chilienne...

blement sous le régime UP. Aujourd'hui, il n'est évidemment pas question d'acheter des habits ou des chaussures... Mais leur crainte la plus grande à tous est que le prix des loyers soit relevé... car cela signifierait que des dizaines et dizaines de milliers de personnes se trouveraient dans la rue, sans logement... ou cela signifierait encore moins de nourriture, plus de privations.

### Et les travailleurs licenciés ?

Par rapport à eux, la famille que je viens de te décrire est une famille « privilégiée ».

Or, les licenciés sont des dizaines et des dizaines de milliers, rien qu'à Santiago. Ce sont, pour la plupart des militants ouvriers, connus pour leur activité syndicale, leur sympathie pour l'Unité populaire. Sans travail dans une situation comme celle-là, ils sont littéralement condamnés à la mendicité quand ce n'est pas à mourir de faim. Parallèlement à la répression classique, c'est là le meilleur moyen qu'a trouvé la Junte, pour démoraliser encore plus les travailleurs : les affamer après leur défaite.

Rarement régime aura pratiqué une telle politique avec une telle ampleur et un tel cynisme.

Le ministre de l'économie Fernando Ceniz, n'a-t-il pas déclaré l'autre jour à la télévision : « il faut que les ménagères apprennent à acheter. Si les prix libres sont trop élevés, il vaut mieux ne pas consommer pendant un certain temps (sic). Pour l'heure, les prix sont élevés, il est donc préférable de retourner à la production pour niveler la situation. »

### En quel sens précis cette situation économique est-elle la préoccupation première des militaires chiliens aujourd'hui ?

La misère des ouvriers, de la paysannerie pauvre ne les préoccupe nullement c'est évident. Actuellement les travailleurs - après la défaite subie - sont hors d'état d'opposer une quelconque résistance un tant soit peu significative.

Ce qui les préoccupe par contre, c'est l'opinion de cette petite bourgeoisie réactionnaire, de commerçants, d'artisans, de petits propriétaires terriens. Ils sont la « base de masse » véritable du régime. Ils lui ont donné un appui enthousiaste dès les premières heures du coup d'Etat. Leur désaffection signifierait un affaiblissement politique considérable de la Junte...

Or, et ce n'est pas là une des moindres contradictions de la politique actuelle, la liberté totale qui a été donnée à ces secteurs en remerciement de services rendus avant et après le coup d'Etat est en grande partie à l'origine de l'incroyable hausse des prix. Hausse des prix qui de par son ampleur a conduit à une paralysie de certains secteurs économiques... se retournant ainsi contre ceux qui devaient en être les bénéficiaires. Un exemple, dans la « población » où vit la famille que je viens de prendre comme exemple, j'ai parlé avec l'un des petits commerçants du coin... Il vendait avant le coup d'Etat 6.000 poulets par mois en moyenne. Le mois dernier il en avait vendu moins de cent... Et ce n'est pas l'approvisionnement

sur la p. 12



## ...nacionalistas Realidad Chilena e



...ondo de Acción Gremial, León Villarín, junto a Juan Villalobos, quienes integran la delegación gremial para informar sobre la realidad chilena

la delegación en europe. Villarín a droite

## VILLARIN BIENTOT A PARIS ?

La délégation de dirigeants d'associations professionnelles d'extrême-droite chargée d'expliquer la réalité chilienne à l'étranger a quitté Santiago à la fin de la semaine dernière. Elle est dirigée par León Villarín le chef des camionneurs dont on connaît le rôle dans la chute d'Allende et le coup d'Etat fasciste.

On voit ci-dessus une coupure du « Mercurio » de Santiago, relatant la conférence de presse donnée par la délégation à son départ. On y apprend par exemple que Madame Villarín représentera « la femme chilienne ».

La délégation visitera l'Argentine, la Bolivie, le Pérou, l'Equateur, la Colombie, le Venezuela le Paraguay, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

Le Mexique a refusé de donner un visa à la délégation.

Si le gouvernement français ne fait pas de même - ce qui est probable - nous réserverons à Villarín l'accueil qu'il mérite. Celui d'un assassin aux mains pleines de sang.

Déjà, à La Paz, première étape du voyage, les incidents n'ont pas manqué. Les journalistes leur ayant posé quelques questions timides sur la répression les fascistes chiliens se sont fait insultants et méprisants, les journalistes ont alors quitté en bloc la conférence de presse.

J.P. B.



# SURVIVRE A SANTIAGO



ment qui faisait défaut. Et tout est à l'avenant. Il suffit de lire la presse : les salles de spectacles ont vu leurs entrées baisser de 70 % depuis la mi-octobre, les tenanciers de cafés et de restaurants se sont plaints dans une conférence de presse d'une diminution d'environ 50 % de leur clientèle. Tous les magasins de biens de consommation travaillent au ralenti, bien que leurs stocks soient fournis. Il faut maintenant six mois de travail à un ouvrier pour s'acheter le modèle - très rudimentaire - le plus cher de machine à laver.

Le secteur le plus mécontent de tous est probablement celui des boulangers. Durant le gouvernement UP, ils ont fait, à rideaux baissés, de véritables fortunes. Ils vendaient leur viande au marché noir à ceux qui pouvaient se l'offrir. Un kilo de beefsteak au marché noir équivalait alors à 4 ou 5 jours de travail d'un ouvrier.

Et seulement 4 jours par mois, ils auraient boutique obligés par le gouvernement de vendre la viande à un prix très bas, afin qu'au moins chacun mange régulièrement de la viande.

Aujourd'hui, la règle des quatre jours est supprimée. Les boutiques sont ouvertes 7 jours sur 7. Les étals regorgent de viande de qualité. Mais les prix sont 3 à 4 fois plus élevés que ceux du marché noir de l'époque de l'UP. Un kilo de beefsteak équivalait donc à une quinzaine de journées de travail d'un ouvrier... Même certains de ceux qui pouvaient se procurer de la viande au marché noir il y a trois mois, ne peuvent plus s'en procurer légalement aujourd'hui ! D'où une baisse des ventes considérable...

Le désenchantement, le mécontentement des petits commerçants, des artisans est un gros problème pour le régime. Pour l'instant cela n'a pas encore de conséquences politiques importantes. Ces secteurs soutiennent toujours ceux qui ont écarté le péril marxiste comme l'on dit à Santiago. Mais ce n'est plus l'enthousiasme hystérique des premiers jours... loin de là.

Ces contradictions que renfermait le régime ont éclaté au grand jour avec un rythme vraiment très rapide !

Conscients de cette situation, Pinochet et ses pairs ont trouvé une parade bien faible et pas tellement nouvelle : c'est le régime précédent qui est à l'origine de tous les maux. D'où une campagne renouvelée et renforcée de « révélations », de dénominations sur la politique de l'UP, la corruption de ses responsables etc.

Et la répression ?

Elle continue au même rythme qu'avant. Plus sélective, donc plus efficace. Aucune doute. Mais la censure est telle, la communication gouvernementale aussi, qu'il est très difficile d'en avoir une vue exacte. Ce qui concerne les partis politiques de gauche, il n'y a pas eu de gros bouleversements par rapport au bilan que tu en faisais à ton retour (1). Si ce n'est des déceptions accrues pour le PC qui est très touché par le caractère sélectif de la répression. Une bonne partie de sa direction est maintenant réfugiée dans les ambassades. C'est un peu la même chose pour les organisations de masse et notamment pour les Jeunesses. Un indice de cette situation est le matériel politique qui sort le PC. Ce sont des tracts tapés à la machine en quelques exemplaires avec du papier carbone et que l'on demande de reproduire par les mêmes moyens.

A ce niveau, le MIR a largement fait la preuve de sa solidité organisationnelle, de la qualité de son infrastructure politique et matérielle. Des tracts imprimés de lui sont déjà apparus à plusieurs reprises, et pas seulement à Santiago. Et cette semaine sort le premier exemplaire de son journal clandestin. C'est un élément important. Pour beaucoup aujourd'hui au Chili, la simple vue d'un tract est une toute petite lueur d'espoir qui permet de lutter contre le découragement, la démoralisation. C'est difficile à comprendre d'ici. Mais c'est tellement important !

Toujours à propos de la répression. Tu as abordé rapidement tout à l'heure l'importance et le rôle des licenciements politiques dans la politique de la junte pour briser le mouvement ouvrier, la classe ouvrière. Cela continue-t-il aujourd'hui ?

Je vais te répondre par un cas concret que je connais bien. A la DINAC, l'entreprise nationale de distribution de produits alimentaires, 1987 employés sur les quelques trois mille que comptait l'entreprise ont été licenciés ces dernières semaines. Là, le gouvernement fait d'une pierre deux coups : il démantèle de fait une entreprise du secteur nationalisé tout en pénalisant - et de quelle manière - tout ceux qui étaient considérés comme favorables à l'UP.

Mais encore une fois, une telle politique, menée à l'échelle à laquelle elle est menée souligne de nouvelles contradictions du régime qui n'hésite pas, pour mener à bien sa politique de liquidation de la gauche, à désorganiser aussi l'économie. Même si dans de nombreux cas, les licenciements politiques aident à la rentabilisation des entreprises.

Une dernière question. Les échos de l'immense mouvement de solidarité avec le peuple chilien parviennent-ils au Chili, malgré la censure, le mur de silence imposé par la Junte ? Quel rôle peut aujourd'hui jouer concrètement un tel mouvement par rapport à la situation intérieure du Chili ?

L'importance du mouvement de solidarité internationale commence à être largement connue au Chili malgré la censure très stricte sur le sujet. C'est un fait important. La démoralisation de certains secteurs, dans la classe ouvrière notamment, est très réelle et profonde. Cela peut aider à la combattre. Surtout cela peut aider ceux qui la combattent.

Car, au niveau du mouvement ouvrier,

il est des secteurs qui se réorganisent, très vite même. Certaines structures syndicales, totalement clandestines, ont déjà été remises en place. C'est très, très important. D'autant que dans ce processus le MIR joue un rôle important, décisif même dans de nombreux cas. Ses militants, ses structures clandestines, ses ramifications nationales permettent, rendent possible dans bien des cas ce processus de restructuration. Politiquement cela est important et cette attitude du MIR, couplée aux leçons tirées des trois années de gouvernement réformiste peut-être un élément clé d'une évolution des rapports de forces politiques au sein du mouvement ouvrier dans la période qui s'ouvre.

Mais cette tâche entreprise par le MIR et aussi par les autres courants politiques de la gauche et de l'extrême-gauche ici et là, lorsqu'ils ont pu échapper à la répression ne pourra continuer, porter ses fruits, déboucher sur une véritable résistance, armée notamment, sans un soutien massif. C'est évident. Un soutien massif aux militants et aux organisations révolutionnaires qui impulsent et mènent réellement la lutte. Soutien politique bien sûr, mais aussi matériel. Un soutien massif dans le cadre de la lutte contre la répression également. Aujourd'hui, prise dans les contradictions de sa politique, totalement dépendante d'une aide internationale, la Junte est plus sensible que dans les premières semaines de son pouvoir aux actions, aux campagnes menées à l'étranger.

Plus que jamais, c'est le moment pour les différents mouvements de solidarité de mobiliser et de faire peser le poids de l'opinion publique internationale, des forces, de toutes les forces de gauche à l'échelle internationale.

Sinon, isolés, face à une répression sans retenue, les militants chiliens ne pourront mener leur lutte, une lutte qui est aussi la nôtre. Les généraux grecs, les apprentis nazis qui se réveillent ici ou là en Europe sont là pour en témoigner, non ?

propos recueillis par J.P. Beauvais



MAO TSE TUNG

## FELICITACIONES A MAO TSE TUNG

Con motivo de cum-  
plirse ayer el octogésimo Pekín.  
aniversario del naci-  
miento del líder chino En vuestro octogésimo  
Mao Tse tung, el Presi-  
dente de la Junta de nor de envarlos mis fe-  
licitaciones, general Au-  
licitaciones y deseo de  
Gobierno, general Au-  
licitaciones y deseo de  
gusto Pinochet Ugarte, ventura personal,  
envió un cable de salu-  
do, expresado en los si-  
guientes términos:

"Excelentísimo señor"  
Mao Tse tung,  
Presidente del Comité  
Central del Partido Co-

(Fdo.)  
General Augusto Pino-  
chet Ugarte, Presidente  
de la Junta Militar de  
Gobierno".

### Los atrapó la BEJA en hipódromos

Nous traduisons pour nos lecteurs cet extrait du journal de la junte chilienne « La Prensa » du mardi 20 novembre 1973. Page 8, colonnes 7 et 8.

Félicitations à Mao-Tse-Tung

Pour célébrer le 80ème anniversaire de la naissance du dirigeant chinois Miao-Tse-Tung, le général Augusto Pinochet Ugarte a envoyé un télégramme rédigé ainsi :

« Excellence etc. (...) Pékin. A l'occasion de votre 80ème anniversaire, j'ai l'honneur de vous envoyer mes félicitations et mes vœux de bonheur personnel.

Bien à vous  
(signé), Général etc.

Cela se passerait de commentaires en effet s'il ne fallait ajouter que l'ambassadeur de Chine à San-

tiago avait été reçu quelques jours auparavant pour une conversation cordiale par le même Pinochet « afin de discuter des relations entre la Chine et le Chili »...

Sans doute à cette occasion, son Excellence l'ambassadeur de Pékin a-t-il renouvelé ses assurances à Pinochet quant à la stricte fermeture des portes de l'ambassade de Chine à Santiago pour les candidats à l'asile politique ?

Cela se passerait également de commentaires si dans son empressement, le Pinochet, qui n'est pas un spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier, ne s'était trompé de date, le Président Mao excusera bien volontiers Pinochet de ce petit détail... après l'avoir « excuse » de tout le reste.

J.P. B.



# TOUS DANS LA RUE LE 9!



Deux mois après le coup d'Etat de la Junta, ils étaient plus de 6000 à Toulouse le 21 novembre pour les « 6 heures » en solidarité avec la résistance chilienne. Près de 20 comités de base s'étaient constitués pour préparer le rassemblement. On n'avait jamais vu ça. Un tel succès est sans précédent dans la ville.

Ils étaient 23 000 à Paris le 27 octobre : là aussi, on n'avait jamais vu une mobilisation semblable.

Ils étaient plus de 320 délégués et observateurs réunis à l'assemblée générale des comités Chili le 24 novembre dernier. Il y avait 200 comités de base recensés et 176 délégués représentant plus de 50 villes de province et à Paris. La grande majorité (les 2/3) étaient des inorganisés, venus à l'action pour la première fois en solidarité avec les travailleurs du Chili.

## POUR PREPARER LA MANIFESTATION INTERNATIONALE, DIFFERENTES INITIATIVES SONT PREVUES :

- \* Une affiche nationale tirée à 100 000 exemplaires. Les premières expéditions se feront dès le 28 novembre à destination de la province. A Paris, au local du Comité, les autres seront réparties : 94 rue Notre-Dame des Champs, Paris-6ème, tél. 325-00-09
- \* Un numéro 3 du journal des comités « Chili, la lutte continue » est prévu en 4 pages pour être vendu dans la semaine du 3 au 9 décembre en préparation de la manifestation.
- \* Un tract spécial appellera au lieu de rassemblement le dimanche à 14 h 30 place de la Nation, tiré pour Paris et pour la province.
- \* Un appel est lancé, à signer sous forme de pétition, par toutes les personnalités intellectuelles, universitaires, artistes, journalistes, qui appuient l'initiative du comité. Cet appel est à faire signer le plus vite possible, partout en France et en Europe et à envoyer au local des comités à Paris.
- \* Une coordination des comités européens est prévue le samedi 9 décembre à Liège pour mettre au point la participation au 9 décembre.
- \* Les coordinations régionales des comités doivent élire des délégués pour le collectif provisoire de 30 personnes qui dirigera dorénavant le comité national jusqu'aux Assises.
- \* La coordination des comités se tient toujours pour ce qui est de Paris le vendredi soir de 18 h à 22 h.
- \* Le cortège sera organisé par les comités de base, de lycée, de quartier, de faculté, d'entreprise, de ville, de région : que chaque organisme de base fabrique ses banderoles, son matériel pour défilé, ses drapeaux !
- \* Déjà 32 millions d'anciens francs ont été centralisés, mais la collecte continue. Pour la résistance : CCP CEDETIM Paris 17-545-16

Jamais encore dans l'histoire des organisations de masse de cette nature, ces huit dernières années en France, il n'y avait eu d'exemple de structuration et de développement de comités unitaires aussi rapidement et avec un tel succès.

Certainement, dans les rangs de la « gauche » et de « l'extrême-gauche » françaises, la prise de conscience aura été longue : mais le putsch chilien aura été l'événement majeur de ces trois derniers mois, celui qui a le plus profondément marqué, bouleversé, fait réfléchir et agir toute une génération militante.

C'est qu'historiquement, il s'agit là d'un des exemples les plus précis, les plus significatifs, les plus poussés de la barbarie capitaliste. Il s'agit de la démonstration la plus éclatante de ce qu'est la « démocratie » des bourgeois. Il s'agit de la preuve de ce qu'est l'impérialisme : un régime qui se caractérise par son degré particulièrement développé de militarisme et de répression. C'est le symbole rendu visible à une échelle de masse du caractère inéluctablement violent de la lutte des classes jusqu'à ce que soit détruit le système de domination du capital.

Ceux qui s'engagent aujourd'hui dans les rangs des comités Chili apprennent à comprendre. Ils le font parce qu'ils « n'acceptent pas » et que pour eux il faut « faire quelque chose », pratiquement, « arrêter ça », « ne pas seulement parler », ne pas seulement mettre des « préalables », des « conditions ». Il faut avant tout soutenir, défendre le peuple et les travailleurs du Chili : c'est par là que passe la prise de conscience, l'analyse des leçons qu'il faut tirer pour rejoindre les révolutionnaires, pour combattre, pour extirper les racines de la violence, c'est à dire détruire la société de concurrence, l'exploitation du capital.

On cite, dans telle ou telle ville, le fait que des comités se sont créés spontanément. On cite le fait qu'à tel endroit des « inorganisés » sont allés convoquer les organisations pour former un comité. On cite le fait que partout où l'action réelle, massive des comités a été faite, il y a eu un écho considérable. Chaque fois que le travail élémentaire, à la base a été fait, une mobilisation et une politisation rapides, sur les questions du réformisme, de l'anti-militarisme, de la lutte anti-fasciste, du rôle de la classe ouvrière comme seule force révolutionnaire, se sont produites. Chaque fois que les révolutionnaires ont prouvé qu'ils savaient être dynamiques, organisés, efficaces, chaque fois qu'à la base ils côtoyaient dans l'action militante tous ceux qui participaient aux comités, la discussion politique était plus riche : qu'est-ce qu'un

front inter-classiste ? qu'est-ce que la collaboration de classes ? que sont les rapports entre la résistance armée et le travail de masse ? quelle stratégie révolutionnaire en Amérique Latine ?

Unitaires et sans exclusive, sur une plate-forme apportant son soutien à toutes les formes de résistance au Chili, et notamment à la résistance armée, les comités se sont déterminés à prendre une initiative centrale spectaculaire : une manifestation internationale à Paris le 9 décembre. Au moment où Villarin vient de partir de Santiago pour sa tournée internationale afin de présenter le « nouveau Chili » aux grands industriels et à leurs gouvernements, au moment où la Junta se trouve dans une situation relativement isolée sur le plan international, au moment où la répression terroriste massive ne suffit pas à donner une politique au nouveau pouvoir fasciste, il faut crever le mur du silence. Il faut que l'odieuse réunion des financiers du Club de Paris soit l'occasion d'une protestation de masse.

Le simple fait que l'initiative de soutien au Chili se fasse sous l'impulsion des révolutionnaires est en soi un symbole. Si les « 18 organisations » se taisent, si elles n'agissent pas, c'est que le Chili met directement en cause leur politique. Leur stratégie. La seule existence de comités de base, c'est déjà un débat.

Les « 18 » ne peuvent que se taire, refuser toute action commune, craindre tout ce qui les contraint à remettre en cause les inepties qu'ils avaient proférées en nous montrant en exemple le « modèle chilien » de passage au socialisme. Agir pour le Chili, c'est déjà, dans la pratique, ébranler le réformisme.

Nombreux sont les comités où des militants et organisations des « 18 » participent. On a pu compter aux « 6 heures » de Toulouse plus de 100 militants du PC et des JC. Innombrables sont les lycées et les quartiers où les JC adhèrent aux comités et y militent. Raison de plus pour travailler partout avec acharnement à l'unité d'action à la base et au sommet avec les « 18 ». La manifestation internationale du 9 décembre doit être une occasion exceptionnelle de s'adresser aux militants des JC, du PC, du PS, du PSU : le Comité national Chili leur propose d'organiser cette initiative en commun. Qu'ils viennent donc ! Qu'ils s'inscrivent dans les cars qui monteront de province ! Qu'ils organisent eux-mêmes leur participation : peut-on laisser les représentants de la Junta chilienne mettre les pieds en France sans peser de toutes ses forces pour les en empêcher ?

Tous à Paris le 9 décembre !

G.FILOCHE  
27-11-73

## appel

A FAIRE  
SIGNER  
PARTOUT

Au Chili la répression se développe et s'accroît chaque jour. Les exécutions sommaires, les tortures, les arrestations, les licenciements, les autodafés se multiplient. Les travailleurs chiliens sont sous la botte militaire.

Non contents d'avoir été un des premiers à reconnaître la Junta chilienne, le gouvernement français s'appête à recevoir une délégation des putschistes. Les représentants des grands trusts et des grandes banques internationales réunies dans le « Club de Paris » s'appêtent à se rencontrer du 11 au 14 décembre pour régler le problème de la dette extérieure chilienne et apporter des crédits.

Nous soussignés, appelons l'ensemble de ceux qui entendent soutenir la résistance chilienne et marquer la volonté de ne voir aucun représentant de la Junta reçu en France, à répondre massivement à l'appel pour une manifestation internationale.



## MOTION ADOPTEE A L'AG DU 24 NOVEMBRE PAR 124 VOIX CONTRE 23 TOUS A PARIS LE 9

L'AG réunie le 24, appelle les travailleurs, étudiants, enseignants de France et d'Europe

\* à tout mettre en œuvre pour soutenir la résistance du peuple chilien contre la Junta fasciste

\* à tout faire pour qu'aucun représentant de la Junta ne soit reçu par le gouvernement français, que pas un sou pas une arme ne soient versés à Pinochet et ses tortionnaires

\* à agir pour dénoncer et condamner massivement la complicité du gouvernement français et des grands trusts internationaux avec les putschistes

\* à organiser une riposte internationale contre la venue du Club de Paris du 11 au 14 décembre, association de requins de la haute finance mondiale, regroupés, en réglant la dette chilienne, pour reconnaître la représentativité de la Junta, espérant bien sûr tirer des profits de leurs investissements

\* à mobiliser toutes les forces des comités pour protester contre cette réunion par une manifestation européenne, avec montée de toutes les villes sur Paris et avec participation massive des comités de soutien existants dans les différents pays d'Europe dans le cadre d'un quinzaine de mobilisation.

Pour organiser des mobilisations dans toute la France pendant le déroulement de la réunion du Club de Paris et à soutenir les initiatives correspondantes prises par les différents comités de soutien d'Europe.



# PERIL EN LA DEMEURE

LEBRUN



James Marangé (FEN)

Le Congrès de la FEN s'est ouvert le 27 novembre presque immédiatement après le colloque Fontanet, grande parade du pouvoir pour annoncer la loi d'orientation du second degré, après les déclarations de guerre de Messmer à Phalsbourg, après le vote de la loi Royer. Mais l'essentiel de la discussion n'y sera pas l'analyse de la politique scolaire du pouvoir et l'élaboration d'une ligne revendicative.

Luttes sociales dans le pays, inflation, vie chère, 3 % d'acompte pour les fonctionnaires ? Le principal du débat ne sera pas l'organisation de la lutte pour l'augmentation des salaires ou la garantie de l'emploi. Ce qui dominera les discours des « tribuns syndicaux » sera le « Manifeste pour l'unité de la FEN » après la grève du 11 octobre suivie seulement par une partie de la Fédération de l'éducation nationale.

La CGT et la CFDT avaient pris leurs distances face à la politique contractuelle qui s'annonce difficile à faire accepter parce que la volonté de lutte des travailleurs refuse de s'y enliser, parce que les mesures anti-inflationnistes dérisoires annoncent une « police des salaires » et une « politique des revenus » (Pompidou et Giscard). FO avait exigé des rillettes moins évidentes pour continuer sa politique contractuelle, mais la FEN est restée inébranlablement fidèle à cette politique.

## POURQUOI CET AVEUGLEMENT ?

Parce que l'essentiel pour la direction de la FEN (Autonome) n'est pas l'action syndicale mais son maintien en place.

Parce qu'il lui faut donc rechercher une base syndicale qu'elle ne trouve que dans les couches plus plus rétrogrades syndicalement et politiquement du SNI et de certains petits syndicats (qui existent ou se constituent à la droite de la CGT, de FO, de la CFDT, et de la CFTC).

Parce que l'emporte dès lors l'anti-communisme de ceux qui s'effraient de voir que le développement des luttes risque d'accélérer une crise politique qui les balayerait.

Parce que l'échec de la tendance « Unité et Action » (stalinien) a entraîné une désaffection à l'égard de toute action syndicale.

D'où les démarches de la direction de la FEN à la rentrée 73 :

- demande d'ouvertures de discussion (acceptée par le Ministre)
- décision d'exiger 3 % d'augmentation en menaçant de faire grève (3 % accordés par le Conseil des Ministres)
- donc, suspension de la grève

Bilan : la FEN s'en tire par des « résultats sans grève », le gouvernement cassé avec un acompte l'unité de la Fonction Publique. Les deux sont gagnants.

Cette attitude des « autonomes » permet par ailleurs aux staliniens de prétendre à l'unité (grève du 11 octobre) et à l'action (semaine sur l'auxiliaire). Il leur faut traduire dans l'enseignement les petites phrases de Séguy et de Marchais mais en se gardant de tout débordement comme l'année dernière avec les comités de lutte contre l'auxiliaire. Minoritaires à la CA de la FEN, ils déposent texte sur texte, assurés qu'ils ne seront pas votés. dirigeants de syndicats nationaux, ils se gardent de mobiliser et en appellent aux syndiqués contre l'inertie de la FEN. Mais la rentrée 73, en particulier la réelle sensibilité des enseignants aux questions du pouvoir d'achat, les obligent à aller plus loin.

Le cadre des 24 heures, la couverture CGT, CFDT, FO, la plate-forme vague, leur permettent de surmonter leur impasse. Par le jeu des syndicats nationaux (mais pas des sections départementales FEN ou SNI) ils appellent au 11. Le congrès se prépare.

La grève elle-même n'est pas un échec en dépit du black-out de la presse. A Paris cependant, le cortège SNES n'est pas plus important que celui de l'Ecole Emancipée. En dépit d'une certaine sensibilité du primaire (grève de certaines sections à Paris) la cassure primaire supérieur s'approfondit.

Après le 11, les directions CGT, CFDT enterrent magistralement le mouvement par des grèves tournantes sans perspectives. FO rejoint la FEN pour l'inaction. SNES, SNESup, SNCS, SNEP se refusent à continuer. Le mouvement est mort.

## DEUX MANIFESTES POUR UN MEME REFORMISME

La direction de la FEN réagit à la division à propos du 11... Par un manifeste pour la cohésion fédérale. Les directions des syndicats grévistes (PC) par un

contre-manifeste sur l'autonomie... des syndicats nationaux.

- ainsi les sociaux-démocrates refont une unité mise à mal par la décision de briser la grève et mettent à bon compte les unités et action en difficulté.

- ainsi la tendance Unité et Action refait son unité en proclamant son attachement à la FEN et au respect des statuts et des mandats des syndiqués (!).

Le débat pour les uns et les autres s'en tient au cadre des statuts (qui en la matière sont muets). Ainsi la polémique ne portera pas sur l'orientation « pour ou contre les contrats », sur la stratégie « pour ou contre une action directe » mais sur les prérogatives des syndicats nationaux à l'égard de la fédération et réciproquement.

Car les deux directions bureaucratiques se disputent le privilège de monnayer le poids des enseignants. Pour la direction fédérale, l'autonomie appuyée sur les solides etais de la MAIF, de la MGEN, de la CAMIF, est un mode de vie, le seul possible pour eux.

Pour le PC, il faut pouvoir « rallier » au programme commun, ces couches anti-monopolistes exemplaires que sont les enseignants considérés comme un corps homogène. L'unité de la FEN est donc pour les staliniens (et par conséquent pour la tendance Unité et Action) le garant formel de l'unité organique des enseignants. Pour UID comme pour Unité et Action l'autonomie de la FEN (en dépit des grincements de dents des ultras des deux bords) est la condition nécessaire de leur survie politique. Une scission impliquerait soit une autonomie indiscutable, soit le choix dangereux d'une liaison avec la classe ouvrière qui lamènerait les intérêts corporatistes des enseignants (en particulier les aspects hiérarchiques) et arracherait aux enseignants leur monopole sur les problèmes de l'école, de la crise de l'institution scolaire...

Que deviendraient les associations de parents d'élèves si les organisations ouvrières, les travailleurs avançaient des revendications sur le système de formation ?

Enfin, l'unification avec un syndicat ouvrier contribuerait à faire apparaître des clivages de classe dans le corps enseignant. En vérité, tout réformiste conséquent (UIT et UA) ne peut que refuser la scission et se battre pour l'autonomie.

## LE SYNDICALISME ENSEIGNANT CONDAMNE ?

Le syndicalisme enseignant ce n'est pas l'autonomie de la FEN, ce sont les premiers syndicats d'instituteurs luttant contre l'amicalisme, pour rejoindre les bourses du travail puis pour adhérer à la CCT, et pour refuser dans la CGTU, « l'union sacrée ».

Pour les révolutionnaires, les enseignants ne sont pas un corps organique, homogène ni historiquement (syndicalisation du primaire vers le supérieur) ni par leur place dans les rapports de production. Leurs revendications corporatives ne sont pas « naturellement » convergentes avec celles de la classe

ouvrière. Des clivages de classe traversent le milieu enseignant.

C'est sur des bases de classe que doit se faire l'unité des personnels de l'Education Nationale. Ainsi, contre tout corporatisme, contre tout bureaucratisme, la condition nécessaire (mais non suffisante) est un syndicat unique de l'Education Nationale, regroupant à la base des agents comme les enseignants.

Ainsi pourrait être discutés les axes unitaires de revendications :

- garantie d'emploi pour tous
- augmentation uniforme

Ainsi pourraient être réalisées à la base les liaisons nécessaires dans l'action avec les autres travailleurs.

Ainsi seront renforcées toutes les formes de soutien aux luttes des travailleurs des autres secteurs et des autres entreprises.

L'unité d'organisation, l'unité dans la lutte permettront et permettent déjà au plan local, la discussion commune sur le système de formation, la sélection, les débouchés, la pseudo-formation permanente...

Nous militons pour préparer la liaison effective avec la classe ouvrière. Nous militons pour l'unité syndicale avec droit de tendance mais en attendant nous mènerons le débat et nous mènerons des luttes pour introduire dans le syndicalisme enseignant des clivages de classe préparant cette liaison. Nous faisons pleinement nôtre la conclusion de la motion de l'Ecole Emancipée :

« Nous appelons les enseignants à rompre avec l'autonomie ghetto en assurant des liaisons horizontales à tous les niveaux avec les syndicats ouvriers, en participant à des comités d'action, de luttes, de soutien à chaque fois que s'engage le combat. C'est dans les luttes d'aujourd'hui que se prépare le socialisme de demain, le socialisme des conseils ouvriers... ».

## AUJOURD'HUI LA FEN :

- \* 48 syndicats nationaux (chaque syndicat national correspond à une catégorie de la hiérarchie du ministère de l'Education nationale ou des autres ministères)
- \* Plus de 550 000 adhérents
- \* Plus de 310 000 au SNI (instituteurs)
- \* Environ 90 000 au SNES (2ème degré)

## 5 tendances organisées :

- Unité, Indépendance et Démocratie (sociaux-démocrates) majoritaires au SNI, direction fédérale
- Unité et Action (PC, PS et divers programme commun) majoritaires dans le secondaire (SNES et SNEP), le supérieur et la recherche
- Ecole Emancipée (révolutionnaires organisés ou non) moins de 10 % au SNI, 2ème tendance avec R.S. au SNES, plus de « votants » EE que d'adhérents au SGEN
- Renovation Syndicale (divers PSU, divers gauche et extrême-gauche)
- Front Unique Ouvrier (OCI-AJS), environ 8 % au SNES







# interview à peine imaginaire de m. fontanet

Les 21, 22 et 23 novembre à Paris, un colloque national sur l'enseignement à été réuni, quel était le but recherché ?

Quand vous avez un problème important, perçu comme tel pour tout le monde, que vous êtes incapable d'y faire face, il faut bien faire quelque chose... Le mouvement sur la loi Debré en mars 73 a manifesté de façon évidente la crise profonde de l'institution scolaire, écho amplifié de la crise même de la société. Le ministre, qu'un des dirigeants lycéens avait traité de « rigolo » à la télévision devant des millions de téléspectateurs ne pouvait en rester là... Il fallait reprendre l'initiative et montrer que là haut... on « pensait ».

Comment se prépare un tel colloque ?

Pas de problèmes, nous en avons une longue habitude : de « colloques », en « commission des sages », cela fait déjà pas mal d'années que nous amusons ainsi la galerie. La technique est simple.

D'abord, faire le plus de bruit possible. Il faut que ça se sache. Pour cela, mobiliser toutes les mass media. En premier lieu, un bon discours à l'Assemblée Nationale qui annonce la chose. Bien sûr, vu l'écho tout relatif des débats à l'Assemblée dans l'opinion, il faut agrémente cela de conférences de presse, d'articles, interviews dans les journaux, à la radio...

Ensuite, là c'est une trouvaille dont nous ne sommes pas peu fiers, un sondage

d'opinion (ça marche de mieux en mieux) et des enquêtes. Pour éviter toute mauvaise surprise, les enquêteurs au niveau académique sont désignés par les recteurs.

Pour pimenter encore l'initiative, il faut annoncer que ce colloque pourrait éventuellement servir de base à la future loi d'orientation du second degré présentée à l'Assemblée au printemps (de fait, le ministère n'est absolument pas lié par les décisions quelles qu'elles soient, du colloque).

Une fois cette préparation faite, on passe à l'organisation du colloque proprement dit. Là aussi, les vieilles recettes sont toujours appliquées.

Désigner les personnalités « impartiales », c'est-à-dire des gens tous plus ou moins d'accord avec le gouvernement mais, tout est là, n'appartenant pas, directement au ministère de l'Education Nationale. On les baptise « sages » et le tour est joué.

Pour entretenir cette illusion d'impartialité, offrir quelques strapontins aux syndicats. Ils se jeteront dessus se battront même pour les avoir. Au préalable, vous peuplez le colloque de groupuscules d'extrême-droite ou de droite (l'UNI, le syndicat autonome, les sociétés corporatistes). Il faut quand même surveiller Deloffre, toujours assez vif dans ses répliques qui, jouant trop bien son rôle de clown, risque de faire apparaître le tout comme un cirque, ce qui n'est pas le but recherché.

Vous finissez de remplir la salle avec des technocrates, administrateurs, inspecteurs, etc. Comme il est quand même difficile de faire tout cela sans des élèves,

invitez l'UNCAL, les UNEF, et quelques élèves bien pensants, pas « au hasard ». Les apparences sont sauvées et le principe essentiel est préservé. Ou aucun de ceux qui, de près ou de loin, ont participé au mouvement sur la loi Debré ne soit là.

La préparation ainsi faite, que fait-on dans ce colloque ?

Rien. Il n'est d'ailleurs pas fait pour cela ! On fait des discours, c'est important, en puisant au maximum dans le vocabulaire structuralo-psychologico-moderne, surtout il faut que ça fasse moderne. On peut même citer Ilitch ou l'Université chinoise. On dénonce les « inégalités scolaires », la « sclérose », on appelle de nos vœux une école qui luttera pour l'« égalité des chances » et voilà !

Concrètement donc ce colloque ne sert à rien. Ou'en tirez-vous alors comme avantage ?

Nous illustrons d'abord notre volonté de « participation ». L'école est un grand dessein national auquel toute la nation dans toutes ses composantes doit participer au-delà des soi-disants différences de classes. Ayant mis face à face sous notre arbitrage les groupes réactionnaires et les syndicats enseignants qui se seront ainsi livrés à une guéguerre, le ministère peut tristement prendre acte de la division existant sur ce problème et faire ce qu'il veut en dénonçant les uns et les autres. Il a ainsi publiquement fait la preuve de sa bonne volonté et il peut passer aux choses sérieuses : entre autres, la réforme du second cycle.

## LES CHOSES SÉRIEUSES

On a beaucoup parlé au colloque d'enseignement alterné, de formation permanente. D'autres parlent moins mais agissent. L'Etat vient de publier le bilan de deux ans d'applications des accords de 70 et des lois de 71 sur la formation (accords signés par les directions CGT et CFTD).

Le patronat a utilisé 1,18 milliards de francs pour cette formation permanente, soit 1,15 % des salaires (la loi ne leur imposait en 73 que 0,8 %) et le taux légal doit s'élever à 2 % en 1976.

On peut ainsi mesurer l'intérêt que porte le patronat à cette formation qu'il contrôle de A à Z et qu'il adapte étroitement à ses besoins immédiats. L'essentiel de ces dépenses est fait pour des « formations courtes » c'est-à-dire ultra-spécialisées (perfectionnement).

850.000 personnes en ont « bénéficié » (surtout d'ailleurs dans les grandes entreprises, 15 % de salaires des grandes entreprises, 2 % des petites).

D'autre part, cette « formation » touche de façon ultra-prioritaire les cadres et personnels d'encadrement, 7 sur 4 et très peu les ouvriers et employés 1 sur 17.

Et c'est au nom de cette « formation permanente » que la bourgeoisie veut réduire la « formation initiale », c'est-à-dire abaisser l'âge de la scolarité obligatoire !

Sous le verbiage du colloque, c'est le développement de cet enseignement patronal (technique et professionnel) qui est à l'ordre du jour.

## lycées

# 4eme rencontre du fer

Les 24 et 25 novembre s'est tenue à Paris la 4e rencontre nationale du Front des Cercles Rouges.

Créé en mars 72, regroupant les lycéens intervenant sur les lycées et les collèges, le Front avait tenu sa seconde rencontre quelques jours avant que n'éclatent les mobilisations de la jeunesse en mars 73. Durant ces luttes, les militants du FCR avaient joué un rôle de toute première importance dans l'animation du mouvement contre la loi Debré - rôle dont le bilan avait été tiré lors de la 3e rencontre, en mai 73.

Cette fois, de quoi s'agissait-il ?

Des commissions furent créées, touchant directement l'intervention dans les lycées, et répondant à toutes les questions que peuvent aujourd'hui poser les lycéens : ainsi une commission « Ecole » décortiqua les projets de réforme de Fontanet et examina les différents moyens d'y répondre ; la commission « Femmes » travailla sur les

répercussions qu'ont aujourd'hui les problèmes de la sexualité dans la jeunesse et définit une série de thèmes d'intervention - en particulier sur le problème de l'avortement, etc... Le bilan du travail antimilitariste et les perspectives de la construction des Comités de Défense des Appelés firent l'objet, eux aussi, d'une commission. D'autres commissions se réunirent, traitant des luttes ouvrières, des problèmes qui agitent la jeunesse communiste aujourd'hui, etc...

Mais un thème majeur fut largement débattu : le Chili

**PLUS QUE JAMAIS : TOUT POUR LE CHILI !**

Objet d'une commission et d'un rapport en assemblée générale de J.P. Beauvais, la question du Chili fut au centre des discussions de la 4e rencontre du FCR.

Unanimes, les participants prirent l'engagement de tout mettre en œuvre pour la

création et l'animation des Comités de solidarité à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. La défense de la classe ouvrière et de la jeunesse chilienne est aujourd'hui, le premier devoir de tout révolutionnaire digne de ce nom. Les critiques que nous adressons à l'Unité Populaire, la responsabilité qu'à notre avis elle porte dans la défaite de la classe ouvrière chilienne ne doit en rien aliéner notre soutien total à tous les courants du mouvement ouvrier en butte à l'heure actuelle à une répression qui ne faiblit pas, notre solidarité concrète à la classe ouvrière chilienne. Partout dans les lycées, des comités doivent se créer, rendre publics les crimes de la Junta, collecter du fric pour les victimes de la répression et pour la résistance, et, bien sûr, pour préparer la manifestation internationale du 9 décembre à Paris. Cet engagement, les militants lycéens du Front des Cercles Rouges sauront le tenir et participeront de la façon la plus active à la vie des comités unitaires.





La jonction, la fraternisation de la jeunesse civile et des appelés est un objectif stratégique pour les antimilitaristes révolutionnaires. Sa réalisation est un combat de longue haleine qui heurte de front l'objectif stratégique antagonique de la hiérarchie militaire : l'extraction de 200 000 jeunes de leur cadre « naturel », la destruction de leur conscience d'appartenir à cette couche sociale qui lutte dans les usines, les CET-casernes, les lycées : la jeunesse civile.

#### QUELLE FRATERNISATION ?

Certes, à l'heure actuelle, les conditions d'une fraternisation massive, permanente de la jeunesse civile et des appelés ne sont pas réunies. Néanmoins, les occasions de fraternisation ponctuelle, directe se multiplient au fil du développement de la conscience antimilitariste dans la jeunesse : à l'occasion de la grève des éboueurs, des militants antimilitaristes ont peint des slogans contre l'armée briseuse de grève sur les bennes, sous le regard pour le moins compréhensif des appelés transformés en jaunes malgré eux : à Paris pendant le mouvement de la jeunesse au printemps, un convoi militaire s'est trouvé bloqué par une manifestation, et cela a fourni aux appelés l'occasion d'exprimer leur solidarité. A Fontainebleau de même, plusieurs appelés ont été mutés à la suite d'une manifestation de solidarité avec les lycéens. Lors de l'incor-

poration des 2 et 3 juin à Orléans, Toulouse et dans bien d'autres villes, les militants du CDA ont entrepris des actions qui leur ont permis de tisser des contacts fructueux avec les appelés. A Rennes récemment, les antimilitaristes « détournent » une fête militaire, bloquent les camions militaires et diffusent un tract aux appelés... La tâche des antimilitaristes est de densifier ce réseau d'actions de fraternisation directe. Lors de toutes les incorporations, à l'occasion de toutes les interventions de l'armée dans la vie civile (bris de grève...), des parades, défilés et autres opérations « portes ouvertes ». De telles interventions sont indispensables pour le développement d'un moral de rebelles à l'embrigadement parmi la troupe. Même si ces actions ne touchent qu'un nombre limité d'appelés, on ne doit jamais oublier que « radio-bidasses » se charge de leur fournir toute la notoriété nécessaire dans les

casernes. Que l'on se rappelle le caractère explosif que prennent de telles actions dans des conditions particulières telles que celle du rappel du contingent pour l'Alsace en 56 !

#### « SOUTIEN EXTERIEUR »

Le second axe de la fraternisation de la jeunesse civile et appelée est le soutien extérieur aux luttes qui se développent dans les casernes. Ce soutien est une garantie fondamentale pour les appelés en lutte menacés par la répression et dont le pire ennemi est l'isolement. Des actions de popularisation immédiate de faits de résistance comme ceux qu'ont développés dans la dernière période les soldats de Commercy la Courtine, Fontainebleau placent la hiérarchie militaire en porte à faux et la contraignent souvent à reculer ou à baisser d'un cran dans la répression : le cas le plus flagrant demeure évidemment celui de Fontainebleau (août 73) où, à la suite d'un sit-in massif de protestation dans la cour de la caserne, on n'assiste qu'à la mutation de quelques boucs émissaires... Seul un mouvement antimilitariste civil massif, doué de réflexes militants solides peut permettre aux luttes des appelés de franchir un cran. Seule cette forme de fraternisation peut donner une dimension nationale à des luttes d'appelés que la hiérarchie s'efforce de confiner coûte que coûte dans l'espace clos d'une caserne.

Enfin, des actes de fraternisation apparaissent aujourd'hui qui traduisent une progression très grande de la conscience des appelés. Il s'agit des manifestations de solidarité des appelés avec les luttes des travailleurs : on se rappelle l'action de Farid Aïchoune qui, dans une caserne de l'Est, collecta 420 F pour les mineurs des potasses d'Alsace en grève. On se rappelle la présence des membres du FSMAR aux côtés des travailleurs lors de la manifestation du 1er mai 73. On se rappelle le tract d'appelés encasernés à Besançon diffusé aux « marcheurs » de lip le 29 septembre... Ces actions encore éparpillées montrent comment est progressivement battue en brèche la vieille manœuvre de division des travailleurs sous l'uniforme d'avec les travailleurs de l'usine. Elles ouvrent la voie à des actions massives de fraternisation des soldats et des travailleurs qui, un jour, barreront la route à nos Pinochets.

#### QUELQUES PROBLEMES

Un mouvement antimilitariste de masse n'a pas pour vocation d'organiser directement les soldats. D'abord parce qu'un mouvement réellement massif demeure forcément hétérogène : témoin le CDA où se côtoient des partisans de l'objection-insoumission et des partisans d'une action

clandestine dans les casernes. Le premier élément suffit déjà largement à la disqualifier comme structure d'accueil pour les soldats. En second lieu, il est certain que l'organisation d'appelés révolutionnaires ne peut se faire que dans une clarté politique et avec une rigueur organisationnelle totale. C'est pour cela que les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui pour le développement d'organisations permanentes massives de soldats en France. Les structures regroupant des appelés révolutionnaires sont aujourd'hui - dans une des armées européennes les plus réactionnaires - nécessairement clandestines. Leurs apparitions (diffusion de tracts, bombes...) sont soumises à des conditions de sécurité qui ne sont pas de règle dans des organisations antimilitaristes civiles de masse. Et surtout, les appelés luttent dans un milieu très particulier, subissent une oppression très spécifique, leur conscience antimilitariste prend corps selon des modalités très particulières. Il est normal qu'ils fassent eux-mêmes leur expérience de la lutte anticapitaliste.

Pour toutes ces raisons, les tentatives faites par certains courants maoïstes ou libertaires pour développer des comités « appelés-civils » ou orienter les organisations antimilitaristes civiles vers une activité permanente en direction des appelés sont voués à l'échec. Dans plusieurs villes de l'Est de la France, de telles orientations ont conduit à des déconvenues.

Mais ici surgit une difficulté : comme nous l'avons montré plus haut, une organisation comme le CDA ne peut se contenter de développer une propagande antimilitariste générale. Elle doit multiplier les occasions de s'adresser au contingent. Le cadre et les limites de ces interventions se précisent donc ainsi : il s'agit d'actions de sensibilisation du contingent, propres à soutenir son esprit de lutte contre l'embrigadement. Ces actions sont préparées très soigneusement par les militants les plus sûrs et les plus expérimentés. Il n'y a là nulle atteinte à la démocratie du mouvement, dans la mesure où le débat général sur ces actions et leurs bilans sont tirés devant l'ensemble des militants. Elles ne sont pas l'apanage de tel ou tel « courant » du mouvement : la lutte contre l'embrigadement est l'affaire de tous et nombreux sont les partisans de l'objection-insoumission qui participent aux actions de fraternisation.

Telles sont les leçons essentielles qui se dégagent de la pratique récente du mouvement antimilitariste. A l'occasion de l'incorporation du 2 décembre, le CDA montrera qu'il fait des actions de fraternisation avec les appelés un axe essentiel de son activité. Le combat continue contre l'embrigadement militaire, pour l'obtention des droits démocratiques des appelés.





# druon: les ciseaux dans une main

# la matraque dans l'autre

Grenoble 22 novembre : la censure « musclée ». Tandis que la commission de contrôle cinématographique persiste dans son avis favorable à la sortie du film « Histoires d'A » (pour les plus de 18 ans) et que Druon tranche une seconde fois les fils du Guignol : « C'est non, interdit pour tous ! », des militants du MLAC organisent avec les producteurs la projection publique du film dans la Nef, une salle de cinéma de la ville.

Préparée dans les facs et les lycées pendant le déjeuner, la projection surprend la police, quand elle accourt, plus de 100 personnes sont déjà rassemblées devant la Nef et entendent bien assister au film. Commencant par arrêter ce qu'ils appellent « un meneur », les flics chargent aussitôt à une quarantaine, matraques à la main. L'un d'eux, Recouly, en civil, n'hésite pas à se saisir d'une pelle et à frapper avec le tranchant : une jeune lycéenne est assommée, défigurée par une large entaille, hospitalisée pour plusieurs semaines.

## LA RIPOSTE IMMEDIATE : LYCEES EN GREVE

Aussitôt les militants parcourent la ville, dénonçant la brutalité policière. 1500 personnes se retrouvent à une première manifestation en fin d'après-midi. Les lycéens se mettent en grève, débattent et s'organisent.

Lundi 26, ils sont un millier à manifester contre la répression policière et la censure avant de rejoindre un cortège de 4000 personnes répondant à l'appel du MLAC pour la liberté de l'avortement.

Une nouvelle projection est organisée sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme avec la participation des organisations politiques locales hormis le PCF.

## UNE NOUVELLE « GAFFE » DES FLICS DE GRENOBLE ?

Le ministre de la « kultur » prétend faire respecter une loi de 1920 que ni le ministre de la Justice, ni celui de la Santé n'osent plus défendre.

Taittinger et Poniatowski ont essayé déjà la claque de la mobilisation suscitée par l'inculpation d'Annie Ferrey Martin en mai dernier, à Grenoble même.

De deux maux, la mobilisation massive pour l'avortement libre et derrière elle la dénonciation des carences du gouvernement, ils préfèrent encore tolérer le moindre : la pratique de l'avortement.

Mais le danger a ressurgi. « Histoires d'A », sa diffusion à des millions de spectateurs, ce n'est pas seulement le « drame » de l'avortement démystifié par la pratique simple et sans danger de la méthode Karman, c'est aussi, au travers du récit des militants et des femmes, un réquisitoire contre la politique de santé, contre la politique de contraception, contre la politique « familiale » et sociale du pouvoir. Et cela à la veille du débat parlementaire, le gouvernement en sursis ne peut le tolérer.

Test ? Tentative de coup d'arrêt (déjà des députés UDR demandent le renvoi du débat) ?

Nous ferons en sorte que l'interdiction d'« Histoires d'A » soit vraiment une nouvelle « gaffe », une nouvelle giflette à Druon et ses amis !

Nous imposerons la projection d'« Histoires d'A » et son débat public.

A l'appel du MLAC  
Vendredi 15 h 30  
Samedi toute la journée  
Projection Non Stop  
Débats  
à  
Jussieu

avec le soutien de l'AMR, la CFDT, Révolution !, le PSU, le Planning Familial, le C.S. Rouge, les groupes quartier du MLF, CFDT-ORTF  
P.S.

Pour que la commission parlementaire, qui a sollicité le rapport du MLAC et la projection (privée) du film, ne l'ignore !

## QUESTIONS sur la révolution

alain  
krivine

En interdisant la Ligue Communiste et en emprisonnant trois de ses dirigeants, M. Marcellin a voulu briser un courant politique qui se renforce considérablement depuis mai 68. Le ministre de l'Intérieur n'a pas réussi, bien plus, notre camarade Krivine a profité de ses vacances à l'ombre pour expliquer de façon simple à des milliers de gens ce qu'est le combat des trotskystes. « Questions sur la Révolution » (éditions Stock, 320 pages, 22 F, en vente à la Librairie Rouge, 18 F 60, passez vos commandes, 10, impasse Guéméné), n'a pas la prétention d'être un ouvrage d'élaboration théorique s'adressant aux initiés. Ce livre répond à un seul souci : s'adresser pour une fois à un autre public que les militants convaincus. Et cela était indispensable à un moment où l'influence des révolutionnaires grandit et où trop souvent la tendance existe de rester dans le sérail avec son jargon, ses rites et ses coutumes. En quinze chapitres le livre s'efforce de répondre aux questions qui ont surgi des centaines de fois lors des réunions publiques « Qu'est-ce que la bourgeoisie, l'Etat ? Qui dirige l'URSS ? Pourquoi la révolution, comment ? La violence, la bureaucratie, le PCF, le 21 juin, les syndicats, qu'est-ce qu'un militant ? » etc. Certains seront peut-être déçus par la rapidité des réponses, mais le livre s'adresse avant tout à ceux qui s'interrogent avec sympathie sur les révolutionnaires mais ne savent rien d'eux.

Le chiffre de vente déjà atteint en quelques jours montre que le but a été atteint. « Questions sur la Révolution », un livre utile pour mieux connaître les

marxistes révolutionnaires que les diffuseurs de Rouge auront à cœur de vendre massivement.





# D comme DROGUE

## interview d'alain jaubert

Depuis quelques années en France, on a vu surgir au grand jour « escrocs, proxénètes, trafiquants, hommes de main, agents de réseaux, hommes d'affaire véreux, avocats marrons, demi-soldes des batailles perdues ». La grande presse et le cinéma les parent des vertus des hors la loi, des révoltés, ils sont pourtant les plus fervents adeptes du système économique en vigueur. Mieux : ils font partie à leur manière, de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Ils ne font pas que défendre son ordre, assumer ses tâches honteuses, ils financent sa politique secrète. C'est ce qu'en 650 pages de documents et de reconstitutions, le livre d'Alain Jaubert met en lumière : « le génie de ceux qui détiennent le pouvoir aujourd'hui en France est d'avoir compris très tôt un certain nombre de recettes relativement simples. Il ne nous semble pas que l'intégration du gangstérisme à l'Etat ait été poussée aussi loin dans aucun pays d'Europe, hormis l'Italie » (A. Jaubert). Le livre « D comme drogue » reprend, analyse, remet en relations certaines affaires. Les noms qui y reviennent le plus souvent, nous les connaissons par ailleurs : Sanguinetti, secrétaire général de l'UDR, Foccart, Debré, Frey, Comiti, Peretti. La vision que le livre donne de l'appareil d'Etat — non pas de ses bavures mais de ses structures mêmes — est peu courante, mais profondément réelle et convaincante. Inquiétante aussi. Un livre à lire par tous ceux qui combattent cet appareil d'Etat et qui veulent connaître leur ennemi.

F.L.

### ► Pourquoi « D comme drogue » ? Quel a été ton point de départ ?

● Je suis parti d'un certain nombre de petits détails qui m'avaient accroché dans les journaux, à propos des 7 ou 8 grandes affaires de drogue découvertes depuis plusieurs années en France — disons des affaires qui impliquaient des Français. Je me suis rendu compte que l'on retrouvait toujours les mêmes personnages dans les filières. En outre, ces personnages étaient toujours liés à d'autres affaires de « crime organisé », fraude fiscale, prostitution, jeu, racket, spéculation immobilière, etc. Enfin, dans chacune de ces filières et pour chacun des personnages mis en cause, on retrouvait un certain nombre de constantes, comme l'appartenance au Service Secret français (le SDECE), ou à des polices parallèles comme le SAC. Si l'on prend donc le temps d'examiner tous les dossiers des grandes affaires, on s'aperçoit qu'il y a, certainement, à la base, une organisation qui contrôle le trafic de la drogue, ce trafic n'étant lui-même qu'un des secteurs du « crime organisé ». J'ai essayé de montrer qu'une telle « organisation » existe en France depuis une vingtaine d'années.

Dans la première partie du livre, j'examine à travers ce qui est paru dans les journaux, ce que l'on sait des « gros bonnets de la drogue ». Dans la seconde partie, je montre comment elle est étroitement liée — au point même qu'il est difficile de les distinguer — aux services secrets et aux polices parallèles, et j'essaie de faire une estimation chiffrée des profits du crime organisé, et de voir à quoi peut servir ce crime organisé contrôlé par l'Etat.

● Il y a deux thèses classiques quand on parle du crime organisé : d'une part, les « truands se placent sous la protection des politiciens en leur rendant quelques services » et, d'autre part, « le crime organisé est une très lourde charge pour l'Etat ». Ces thèses sont fausses ou du moins elles ne font apparaître qu'un aspect superficiel du problème. Fausses, car le rôle dévolu aux polices parallèles, aux milices, etc., est beaucoup plus important qu'un simple service électoral : je risque même l'hypothèse que ces gens forment un véritable appareil d'Etat clandestin, notion qu'il faudrait pouvoir développer à l'avenir.

Le « milieu » ou la « mafia » française, c'est un énorme appareil avec beaucoup de rouages, de subdivisions, de sous-hiérarchies, et une vaste gamme de spécialités. Il est employé pour toutes les basses besognes dont l'Etat ne peut se charger directement. On pense donc d'habitude qu'en échange de ses services, on laisse aux hommes du milieu la haute main sur les différents secteurs du crime organisé : drogue, prostitution, racket, fraude fiscale, spéculation immobilière, jeux, trafic

## UN EXEMPLE :

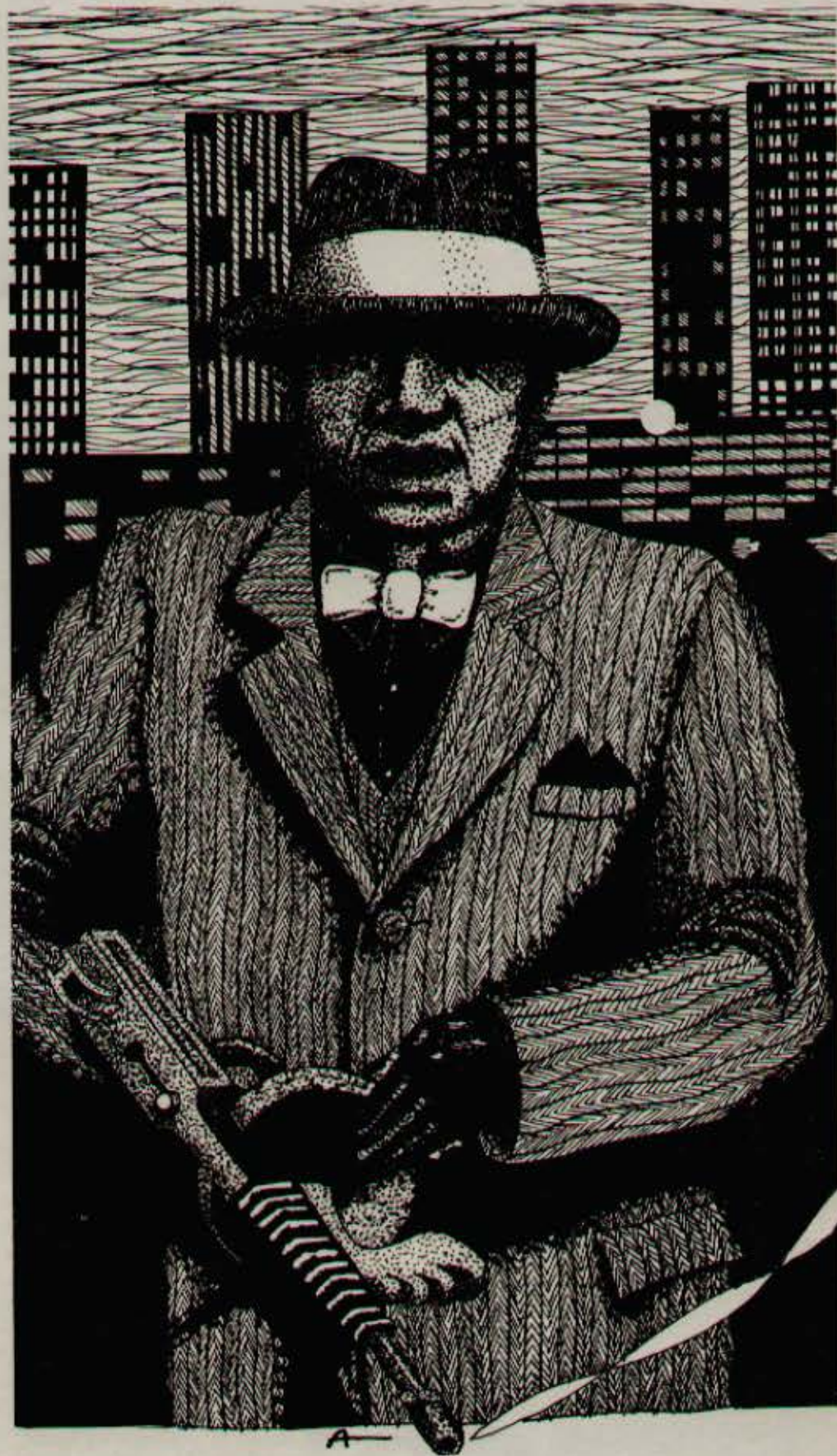
### alexandre sanguinetti

● Ce cousin du proxénète Mattei a été très longtemps un comploteur d'extrême-droite. La fraude fiscale et le trafic des piastres (avec son ami Marcel Francisci, aujourd'hui « Mr. Hérodote ») servaient-ils à alimenter les caisses noires du gaullisme ? Alexandre Sanguinetti a été le recruteur en chef des barbouzes anti-OAS, ces tueurs la plupart du temps ramassés dans la pègre. Il y a connu Christian David (réseaux de drogue en Amérique du Sud) et le capitaine Mertz (« attentat » contre de Gaulle et trafic de drogue) qu'il protégea. Puis, il est devenu ministre, mais ne s'est pas assagi : son nom est prononcé lors de l'affaire Dega (fraude fiscale) et dans l'affaire Loqué-Pyrénées (trafic d'influence) : jugée il y a une semaine, il est secrétaire général de l'UDR.

d'influence, etc. Il y a là toute une économie clandestine, « parallèle ». Aucun ouvrage d'économie n'en tient compte, alors que, par exemple en Italie, le budget de la Mafia est trois fois supérieur au budget de l'Etat. Il n'en est jamais tenu compte non plus dans les comptes de la Nation, si bien que cela échappe complètement à l'analyse économique et reste complètement occulté.

● Première impression donc : c'est une très lourde charge pour l'Etat. En fait on s'aperçoit qu'à la tête de toutes ces entreprises, il y a à la fois les hommes du milieu et les hommes du pouvoir (ex. la Garantie Foncière, l'affaire Richard, l'affaire Janin) et que les bénéfices du crime organisé servent à financer les campagnes électorales, les polices parallèles, les services secrets, et à acheter les hommes. C'est-à-dire que le crime organisé sert directement au maintien de l'Etat. Il y a là une gigantesque machinerie dans laquelle il n'est plus possible de démêler le fonctionnaire du truand. Cela se voit particulièrement dans les sociétés fictives créées par Jacques Foccart pour doubler le SDECE : partout où il y a des flux de capital, on branche des dérivations et les

« En fait, on s'aperçoit qu'à la tête de toutes ces entreprises, il y a à la fois les hommes du milieu et les hommes du pouvoir »



benefices alimentent les caisses noires. D'où toutes ces méthodes de fraude fiscale, de trafics divers, de spéculation immobilière, qui, depuis trente ans, ont la même origine et les mêmes protagonistes : on retrouve toujours les hommes qui appartiennent à la fois au milieu (celui des « petits truands » comme des « bandits d'affaires ») et aux réseaux parallèles.

► On a l'impression que le développement de la pègre en France est lié au gaullisme, ou que les compromissions ou les imbrications étaient moins apparentes autrefois...

● Ça ne tient pas seulement au gaullisme, ça tient au pouvoir en France depuis, en gros, 1930. C'est-à-dire que cela semble parallèle à l'avènement du capitalisme monopoliste. La naissance du « syndicat du crime » aux USA se situant d'ailleurs au lendemain de la crise économique. Rosi, dans une interview, parle de la Mafia comme d'une police parallèle, le mot n'est pas tout à fait exact. Car la Mafia n'a pas qu'un rôle répressif. Certes, elle a un rôle répressif énorme : contre les grèves des dockers aux Etats-Unis, ou encore le rôle du gang Guérini à Marseille en 47. Le mot « police » fait oublier tout

l'aspect économique. Mais le mot est juste quand il sous-entend que la Mafia est un appareil d'Etat. Le phénomène est le même en France, en Italie, aux Etats-Unis. En France, l'intégration entre les truands et le pouvoir semble même plus profonde qu'ailleurs. Ça commence dans les années 30 avec Carbone et Spirito à Marseille, ça continue avec les Guérini et le rôle extraordinaire, joué par l'argent de la CIA pour casser les grèves de dockers de 47 et financer FO. Du fait de ses assises putschistes, et militaristes (dès 46, le service d'ordre du RPF est une véritable armée), le gaullisme a engagé très tôt énormément de truands ainsi que d'anciens collabos « blanchis ». En 58, tout cela est ressorti. Les affaires de fraude fiscale dont Sanguinetti a été amnistié, étaient sans doute destinées à alimenter les réseaux gaullistes. A l'époque Sanguinetti était entouré de personnages très louches qui ont tous été impliqués par la suite dans des affaires de fraude fiscale ou dans divers affaires liées au SDECE. Ces équipes d'hommes d'affaires intermédiaires entre la Mafia et les barons du gaullisme, sont donc au pouvoir depuis quinze ans et c'est ce qui fait leur force.